



Europa

Edition N°10 - Septembre 2010 - Bulletin d'information de la Délégation de l'Union européenne en Tunisie



- La réforme de l'assurance maladie et l'appui européen
- Les avancées des négociations commerciales UE-Tunisie
- Interview du Chef du bureau de représentation de la BEI
- Valoriser l'héritage du patrimoine architectural de Tunis

SOMMAIRE

- 2 Editorial
- 3 La réforme de l'assurance maladie soutenue par l'UE
- 4 • Le Traité de Lisbonne
 - Les avancées des négociations commerciales
- 5 Interview de Robert Feige, Chef du bureau de Représentation de la BEI
- 6-7 Le projet Mutual Heritage
- 8-9 Porter secours aux victimes des inondations en Tunisie
- 10 Le Programme Indicatif National Libye 2011-2013
- 11-12 Brèves et agenda

Photo couverture: Le Marché central de Tunis réhabilité avec l'aide du Programme européen Mutual Heritage

Europa

Délégation de l'Union européenne en Tunisie

Rue du Lac Biwa, Les Berges du Lac
BP 150 - 1053 Tunis - Tunisie

Tél: +(216) 71 96 03 30

Fax: +(216) 71 96 03 02

Email: delegation-tunisia@ec.europa.eu

Web: www.deltun.ec.europa.eu

Horaires d'ouverture du Centre de documentation de la Délégation:

- Du lundi au jeudi: de 9h00 à 17h00
- Le vendredi: de 9h00 à 13h00

Directeur de la Publication

Adrianus Koetsenruijter

Conception et coordination

Stéphanie Carette

Rédaction

Abdelaziz Lyamouri - Romeo Carabelli -

Faïka Béjaoui - Anne Leclerc -

Michel Mouchiroud - Benoît Lefort -

Dirk Buda - Stéphanie Carette

Avec la collaboration de

Samia Boulares

Réalisation et impression

Imprimerie principale

Diffusion

3000 exemplaires



Rejoignez-nous sur Facebook à
"Délégation de l'Union européenne en Tunisie"

Consultez notre site internet rénové à
www.deltun.ec.europa.eu



Editorial

En cette période de rentrée, je suis heureux de vous proposer ce nouveau numéro du bulletin d'information de la Délégation de l'UE en Tunisie.

Comme tout programme financé par l'UE, le Programme d'appui à la réforme de l'assurance maladie en Tunisie a fait l'objet d'une évaluation qui a eu lieu début 2010. Un article sur cette évaluation se penche sur les succès du programme, la réforme qu'il a soutenue et les recommandations pour l'avenir de ce secteur capital pour toute la population tunisienne.

La Délégation se félicite par ailleurs de la reprise des négociations commerciales avec la Tunisie, notamment dans le domaine agricole, fondamentales pour compléter l'espace de libre-échange, et propose un bref article sur la question dans ce numéro.

Une interview de Robert Feige, le Chef du bureau de représentation de la Banque européenne d'investissement (BEI) en Tunisie, présente le travail de soutien à long terme de cette institution européenne pour l'économie tunisienne, notamment dans le domaine des infrastructures et de l'environnement, en articulation avec des interventions de l'UE.

La culture bénéficie de projets européens très diversifiés, notamment le projet Mutual Heritage, qui appuie la préservation, la valorisation et l'appropriation du patrimoine architectural et urbain des XIX^{ème} et XX^{ème} siècle. A Tunis, le programme a notamment participé à la réhabilitation du Marché central de Tunis. Une présentation du programme et du travail réalisé pour la restauration du Marché central vous sont proposés dans ce numéro.

A travers un article sur le Fonds d'urgence de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge, ce numéro se penche par ailleurs sur la facette humanitaire du travail de l'UE en faveur de la population tunisienne. La Fédération a ainsi apporté une aide d'urgence aux victimes d'inondations en 2009, avec l'appui de l'UE.

La Délégation de l'UE en Tunisie est également chargée des relations avec la Libye. Pour la première fois, la Libye bénéficiera dès 2011 d'un Programme indicatif national, le programme de coopération avec l'UE, pour un montant de 60 millions d'euros (2011-2013). Un article vous présente les détails de ce programme.

Je suis enfin heureux d'annoncer les dates des prochaines Journées du Cinéma Européen (JCE). Elles auront lieu du 23 novembre au 12 décembre 2010, dans huit villes différentes: Tunis, Sousse, Kairouan, Mahdia, Sfax, Jendouba et, pour la première fois, Gabès!

Profitez également des trois nouvelles publications désormais disponibles à la Délégation: un Cdrom sur le Traité de Lisbonne, la nouvelle édition du Dossier d'information sur les programmes de coopération de l'UE en Tunisie et le Programme indicatif national Libye (2001-2013). Ecrivez-nous pour les recevoir ou passez nous voir.

Bonne lecture et bonne rentrée!

Dirk Buda
Chargé d'affaires a.i.

Pour vous abonner au Bulletin d'information EUROPA, écrivez à delegation-tunisia@ec.europa.eu, en précisant votre nom, votre adresse et, si vous en possédez une, votre adresse e-mail.

La réforme de l'assurance maladie soutenue par l'Union européenne

De 2000 à 2007, l'Union européenne a soutenu le gouvernement tunisien à travers le Programme d'appui à la réforme de l'assurance maladie. Cet appui a permis l'amélioration et la rationalisation de la couverture du risque-maladie pour la population affiliée au système d'assurance maladie et pour les nouveaux affiliés, notamment avec la mise en place de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM), comme prévu dans le Xème plan tunisien de développement (2002-2006) et confirmé dans le XIème plan (2007-2011).

En 2000, l'UE a attribué un don de 40 millions d'euros, sous la forme d'un appui au budget de l'Etat tunisien et d'une assistance technique au secteur, pour la mise en œuvre du Programme d'appui à la réforme de l'assurance maladie. L'UE a souligné l'importance, dans ce cadre, du principe d'égalité d'accès aux soins de santé et à la couverture du risque maladie.

L'évaluation finale du programme, effectuée début 2010, a permis de souligner le succès remarquable de la mise en place effective du nouveau régime d'assurance maladie et la création, en 2008, d'une caisse unique, la CNAM, qui, en l'espace de quelques années, a consolidé ses structures (42 centres régionaux fonctionnels) et a amélioré ses prestations et ses performances. Par ailleurs, en termes de prestations, 24 pathologies lourdes sont désormais prises en charge intégralement par la CNAM, toutes les conventions sectorielles ont été signées entre le gouvernement tunisien et les prestataires de soins et trois filières de soins (filière publique, filière privée et filière de remboursement) ont été mises en place. Le choix de la filière de soins et le libre choix de son médecin constituent les principes forts de cette réforme qui a permis l'accès aux soins dispensés par le secteur privé à toutes les franges de la population. C'est là l'acquis majeur de la réforme en termes d'équité de la couverture maladie.

Dans ce cadre, la Délégation de l'Union européenne en Tunisie a organisé, le 17 juin 2010, un atelier d'évaluation comparative des réformes de l'assurance maladie soutenues par l'Union européenne dans les pays du Maghreb, en présence des experts ayant effectué l'évaluation du programme, des représentants de plusieurs institutions tunisiennes (CNAM, ministères), de la société civile tunisienne (UGTT, UTICA, Ordre des médecins, Ordre des pharma-

ciens, organisations professionnelles, journalistes), de bailleurs de fonds (Organisation mondiale de la santé, UNICEF, Banque africaine de développement) et des représentants des Délégations de l'Union européenne en Tunisie et au Maroc.

L'analyse de la réforme de l'assurance maladie et de son environnement d'une part et l'atelier d'autre part ont permis de dégager plusieurs recommandations qui visent à développer des analyses approfondies dans les domaines de l'offre de soins et de l'assurance santé, susceptibles d'aider les autorités dans la formulation des choix à venir en faveur de ce secteur. Dans le domaine de l'offre de soins, trois études sont proposées: la réalisation d'une carte sanitaire nationale, l'étude des conditions de développement de l'offre de soins ambulatoires et l'analyse des conditions de mise en œuvre de l'autonomie hospitalière. En effet, l'évolution de l'offre de soins entamée par le ministère de la santé nécessite d'être poursuivie, tant pour s'adapter aux évolutions

démographiques et aux progrès de la médecine, que pour assurer la maîtrise des dépenses de santé, par la rationalisation des investissements, le développement du partenariat public - privé, la mise en œuvre de filières de soins et la complémentarité des niveaux de prise en charge. Dans le secteur de l'assurance santé, certains aspects nécessitent encore une réflexion: l'assurance santé complémentaire et l'intégration des personnes indigentes dans le système d'assurance santé de base.

Il est également nécessaire aujourd'hui d'améliorer la qualité du service des prestations de la CNAM et les prestations du secteur public hospitalier, de réduire les délais d'attente et d'accéder à une autonomie de gestion fondée sur les résultats et la performance. L'autre défi à venir est la mise sur pieds d'un système de soins de base de proximité pour la population et l'intégration des populations vulnérables dans la gestion globale du système de couverture maladie.

L'appui de l'Union européenne, entre 2000 et 2007, à cette réforme complexe et audacieuse a constitué un effort important de la contribution européenne à la Tunisie dans les secteurs sociaux.

*Abdelaziz Lyamouri,
expert secteurs sociaux,
et
Stéphanie Carette, responsable
communication, Délégation UE*

Les résultats atteints avec le soutien du Programme européen d'appui à la réforme de l'assurance-maladie (achevé fin 2007)

- Achèvement de la réforme structurelle du programme (conditions nécessaires au fonctionnement de la CNAM⁽¹⁾: décret de création de la CNAM, nomination du PDG, nomination du conseil d'administration, mise à niveau des textes relatifs à la fusion des deux caisses, organisation administrative et technique, système informatique) ;
- 42 centres de la CNAM (nouveaux et aménagés) fonctionnels ;
- 24 pathologies lourdes prises en charge intégralement par la CNAM ;
- Taux de couverture des soins de santé avoisinant 95% de la population ;
- Signature de toutes les conventions sectorielles avec les prestataires de soins ;
- Mise en place des 3 filières des soins adoptées par le Gouvernement: filière publique, filière privée et filière de remboursement ;

Le plus grand défi auquel la CNAM était exposée était l'information aux assurés et la qualité des services, compte tenu des fortes attentes de la population pour ce nouveau régime d'assurance maladie.

⁽¹⁾ CNAM (Caisse Nationale d'Assurance Maladie) issue de la fusion entre la CNRPS (caisse publique) et la CNSS (caisse privée)

Le Traité de Lisbonne et la représentation extérieure de l'Union européenne

Le Traité de Lisbonne, entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009, apporte plusieurs changements d'envergure, dont une plus grande et une meilleure articulation entre les différents volets de la politique extérieure de l'Union européenne, comme la diplomatie, la sécurité, le commerce, le développement, l'aide humanitaire et les négociations internationales.

Le traité a également mis fin à la participation de la présidence tournante du Conseil (tous les 6 mois) à la représentation extérieure de l'UE dans les pays tiers et auprès des organisations internationales.

Par ailleurs, toutes les Délégations de la Commission européenne sont devenues des Délégations de l'UE, représentant l'UE dans tous ses aspects. Ainsi, en Tunisie, après une période de transition pendant laquelle l'Espagne a continué à tenir le rôle traditionnel de présidence, la représentation extérieure de l'UE est, depuis le 8 juin 2010, entièrement assurée par la Délégation de l'UE en Tunisie. Cette Délégation, comme toutes celles dans les pays tiers et auprès des organisations internationales, fera partie du nouveau Service européen pour l'action extérieure qui, sous l'autorité de la Haute Représentante pour les affaires étrangères et de sécurité, sera l'administration européenne pour les relations extérieures de l'Union, composée de ressources provenant des institutions de l'UE et des Etats membres.

Si le Conseil des Affaires Etrangères de l'UE est désormais présidé par la Haute Représentante, la présidence semestrielle continue à présider toutes les autres formations du Conseil de l'UE et à assurer la coordination générale des travaux.

La présidence du Conseil de l'UE sera ainsi assurée, à partir du 1^{er} juillet 2010, par la Belgique, dont les priorités pour l'UE sont les suivantes:

- renouer avec la croissance durable et la compétitivité pour sortir de la crise et relancer l'emploi;
- stimuler le progrès social et la convergence des législations;
- soutenir le passage à une économie verte et préparer les positions européennes dans la lutte contre le réchauffement du climat et la protection

de la biodiversité;

- approfondir et finaliser l'Espace européen de Liberté, Sécurité et Justice, uniformiser la procédure d'asile et lutter contre le terrorisme, le crime organisé, l'immigration illégale et la traite des êtres humains;
- poursuivre le processus d'élargissement de l'UE;
- appuyer la mise en place du service européen d'action extérieure, lutter contre le protectionnisme et appuyer le cycle de Doha.

En tant que relais unique de la voix de l'UE dans les pays tiers, la Délégation soutient activement la mise en œuvre de ces priorités.

Les relations bilatérales UE-Tunisie dans les mois à venir seront marquées notamment par:

- les négociations sur le statut avancé: un groupe ad hoc de négociation, relatif aux dimensions politique, économique, scientifique/humaine, a été mis en place après le dernier Conseil d'Association, qui s'est tenu le 11 mai 2010, pour l'élaboration d'un plan d'action concret traitant de ces trois dimensions;
- la relance des négociations dans les domaines de la libéralisation des échanges agricoles, la relance des négociations dans la libéralisation des services et l'ouverture des négociations sur le transport aérien.

Avancée des négociations commerciales UE-Tunisie

La reprise des négociations agricoles

La cinquième réunion de négociation sur la libéralisation des produits agricoles transformés et de la pêche s'est tenue à Tunis le 23 juin 2010. La réunion a permis de clarifier toutes les questions techniques en suspens, en particulier celles concernant le contenu de l'offre tunisienne et de l'offre de l'UE et l'état des lieux de l'application pratique du compromis de 2007 sur les produits agricoles transformés. Les deux parties ont aussi eu un premier échange de points de vue sur leurs offres respectives en termes de libéralisation effective du commerce.

Les négociations bilatérales sur le commerce des services / investissement

Un séminaire technique sur l'élaboration de l'offre bilatérale de libéralisation du commerce des services s'est tenu, avec succès, à Tunis le 21 juin 2010, à la demande des autorités tunisiennes. Parmi les participants tunisiens, plus de vingt représentants des différents ministères ayant la responsabilité de préparer l'offre, à savoir les Ministères du Commerce et de l'Artisanat, du Transport, de la Banque Centrale, des Finances, des Technologies et Communication, du Tourisme et de l'Industrie, ont assisté au séminaire.

Dialogue régulier avec les autorités sur la stratégie d'accès au marché

Une première réunion entre les représentants de l'UE et les représentants du Ministère du Commerce et de l'Artisanat s'est tenue à Tunis le 5 mars 2010 dans un esprit constructif. Plusieurs points ont été soulignés lors de la réunion: l'importance d'établir un dialogue régulier sur la facilitation des échanges, son aspect réciproque, à savoir qu'il doit permettre de faciliter les exportations tunisiennes vers l'Union européenne et la complémentarité de ce dialogue avec les autres formes institutionnelles de dialogue Union européenne-Tunisie, tels les Sous comités ou les rounds de négociation.



Interview de M. Robert Feige, Chef du bureau de Représentation de la Banque européenne d'investissement en Tunisie

Propos recueillis par Stéphanie Carette

○ Depuis quand la BEI est-elle présente en Tunisie et quels sont ses objectifs dans ce pays?

● La BEI est active en Tunisie depuis la fin des années 70 et travaille en complémentarité avec la politique extérieure de l'Union européenne. Notre objectif principal est le développement de l'économie tunisienne, y compris le secteur privé.

○ Quels sont les secteurs prioritaires de la BEI en Tunisie et pourquoi?

● Nous sommes très présents dans le secteur des infrastructures, principalement l'eau, le transport et l'énergie - y compris les énergies renouvelables, un sujet d'actualité. Des infrastructures modernes permettant d'offrir des services de qualité à des conditions compétitives font partie du cadre de vie quotidien des Tunisiens, mais participent aussi au développement d'un environnement favorable à l'expansion du secteur privé tunisien. Ces mêmes infrastructures sont aussi un facteur clé pour attirer les investissements étrangers.

○ Quels sont les partenaires de la BEI en Tunisie?

● Nos partenaires sont multiples. Nous travaillons, bien sûr, en étroite coordination avec les autorités tunisiennes et en particulier avec le Ministère du développement et de la coopération internationale (MDCI). Nous avons une longue relation de confiance avec de nombreuses entreprises publiques tunisiennes, par exemple la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG), l'Office national de l'assainissement (ONAS) ou la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE). Nous finançons aussi le secteur privé, entreprises tunisiennes et étrangères. Il faut aussi mentionner le secteur financier: nous appuyons plusieurs banques et sociétés de leasing tunisiennes et nous développons une initiative en faveur du capital investissement en Tunisie, en collaboration avec l'Agence française de développement (AFD).

○ Justement, la BEI est très active dans l'ouverture de lignes de crédit auprès de

banques tunisiennes pour aider les entreprises locales. Pouvez-vous nous expliquer comment fonctionnent ces lignes de crédit?

● La structure de la BEI - dont le siège se trouve à Luxembourg - ne lui permet pas d'intervenir directement auprès des PME tunisiennes. Nous mettons donc à disposition des lignes de crédit en faveur des institutions financières locales. Avec leurs réseaux d'agences sur le terrain, elles sont bien placées pour financer les PME. Actuellement, la BEI met à disposition trois lignes de crédit en faveur de ces institutions financières, dont deux lignes pour le financement des PME. La troisième ligne est axée sur les entreprises qui s'installent dans les différents technopôles en Tunisie, dont certains sont financés par la BEI.

○ En 2002, la BEI a mis en œuvre la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP). Pouvez-vous nous dire en quoi elle consiste?

● La FEMIP est le mandat actuel qui encadre nos activités en Afrique du nord et au Moyen Orient, et qui peut être découpé en quatre parties. La première partie, qui est de loin la plus importante, est l'activité de prêt, pour laquelle la BEI dispose d'une autorisation de 10,7 milliards € sur la période 2007-2013. Ce sont des fonds que la banque lève directement sur les marchés de capitaux, en bénéficiant de son rating AAA. D'ailleurs la BEI est le premier emprunteur supranational au monde. Le deuxième volet est l'assistance technique, pour laquelle nous mobilisons en moyenne 10 à 15 millions € par an. Le troisième volet est celui du capital-investissement: nos prises de participation dans des fonds, ainsi que le soutien à la microfinance représentent une moyenne de 20 à 30 millions € par an. Ces deux derniers volets sont financés sur le budget de l'UE. Enfin, nous avons un fonds fiduciaire FEMIP qui nous permet de faire un certain nombre d'études, plus générales ou sectorielles, également financé par l'UE, ainsi que par des contributions additionnelles des Etats membres de l'UE.

○ La BEI accorde une attention particulière à l'impact environnemental de ses projets. Pouvez-vous nous dire comment la BEI procède pour faire respecter l'environnement dans la mise en œuvre des

projets ?

● S'agissant de projets d'investissement importants tels que les grandes infrastructures, nous demandons aux emprunteurs potentiels de réaliser une étude d'impact environnemental, qui intègre également une procédure de consultation des populations concernées. Dans le cadre des lignes de crédit, il y a aussi des critères environnementaux qui doivent être respectés par toute demande de crédit envoyée à la BEI. Nos exigences en matière d'environnement sont effectivement strictes et reflètent la politique de l'Union européenne.

○ Quels sont les projets en cours en Tunisie et pourquoi la BEI a-t-elle choisi ces projets-là?

● L'année 2009 a été une année record pour la BEI en Tunisie. Nous avons signé pour 434 millions € de nouveaux engagements, concentrés sur trois opérations majeures. Premièrement, le nouvel aéroport d'Enfidha, projet du secteur privé, en cofinancement avec la Société Financière Internationale (Banque mondiale). Deuxièmement, le projet TIFERT, un joint-venture entre le Groupe Chimique Tunisien et des intérêts indiens. Troisièmement, un prêt pour la nouvelle autoroute Sfax-Gabès qui soutiendra le développement de la partie centre et sud de la Tunisie. Ces trois projets illustrent bien la palette des activités de la BEI, qui combine l'infrastructure, le secteur privé et l'industrie. Tous ces projets sont de nature à renforcer le développement économique de la Tunisie.

○ Quelle est votre collaboration avec la Délégation de l'UE en Tunisie?

● La BEI est une institution européenne et entretient bien sûr des relations de travail étroites avec la Délégation et aussi avec les ambassades des États membres représentées en Tunisie. Nous agissons en complémentarité entre autres dans les domaines de l'environnement et du transport, notamment dans le cadre de la Facilité d'Investissement pour le Voisinage, un instrument européen qui permet d'associer des dons de la Commission européenne à des prêts de consortiums d'institutions financières européennes (BEI, Afd, KfW allemande, ...).

Le projet Mutual Heritage

De l'intégration historique à la par



Mutual Heritage est un projet financé par l'Union européenne, dans le cadre du programme Euromed Heritage 4, qui développe des instruments et des compétences afin de faciliter l'intégration du patrimoine architectural et urbain des XIX^{ème} et XX^{ème} siècle dans la vie quotidienne actuelle. L'intégration permet d'engendrer un processus de développement territorial soucieux de la population locale et de valoriser le patrimoine culturel. Le patrimoine partagé récent doit être reconnu et préservé comme l'une des caractéristiques principales de l'identité méditerranéenne et approprié par ses habitants. Les études historiques et les observations pratiques effectuées dans les régions méditerranéennes montrent l'existence d'un héritage patrimonial conséquent, constitué entre les XIX^{ème} et XX^{ème} siècle. Ce patrimoine est le produit des interactions entre les cultures et le partage de

connaissances techniques locales et exogènes. La modernisation des tissus urbains du sud méditerranéen a procédé d'une dynamique locale propre et d'apports coloniaux ottomans et européens.

Ce patrimoine partagé récent doit être reconnu et préservé comme une composante significative d'une identité méditerranéenne complexe et multiple. Parce qu'il est récent - et souvent importé et imposé -, cet héritage patrimonial est plutôt négligé et souffre d'un manque d'intérêt. La valeur potentielle du patrimoine architectural et urbain des deux siècles derniers nécessite donc d'être mise en valeur afin de jouer un rôle

dynamique dans les stratégies de développement.

Le consortium *Mutual Heritage* est coordonné par Romeo Carabelli. Il est composé de Citeres (Université François Rabelais et CNRS, Tours, France), de Casamémoire et l'Ecole Nationale d'Architecture (Casablanca et Rabat, Maroc), de l'Association pour la Sauvegarde de la Medina - ASM (Tunis, Tunisie) et de Riwaq (Ramallah, Palestine). Il associe les universités de Ferrara et Florence, Tizi-Ouzou et Vienne (Italie, Algérie et Autriche), l'Instituto de Cultura Mediterránea (Espagne) et les associations Heriscape et Patrimoines Partagés (Italie et France).

L'Association pour la sauvegarde de la médina (ASM) de Tunis, créée en 1967 pour protéger la vieille ville de Tunis, étend aujourd'hui ses activités au patrimoine récent. Sa capacité à prêter attention à ces deux types de patrimoine, et surtout à assurer leur intégration dans la vie économique actuelle la conduit à réaliser des réhabilitations particulièrement réussies, notamment au centre-ville.

Participation contemporaine active

www.mutualheritage.net

Le projet vise la production et la diffusion de connaissances sur le patrimoine architectural et urbain «partagé» du bassin méditerranéen afin d'intégrer les politiques de protection et de mise en valeur de ce patrimoine dans le développement local des villes méditerranéennes et de favoriser son appropriation par la population.

Pour cela, le projet organise une série d'activités⁽¹⁾ dont des formations spécifiques et des journées d'action pour former différents professionnels du patrimoine, du tourisme, de l'éducation, de la culture et pour sensibiliser la population locale. La 4ème formation a été organisée à Tunis, par l'ASM, du 4 au 8 février 2010, sur le thème: «Identification du patrimoine, Patrimoine récent à Tunis, arabisances». Le projet coordonne également

une série de publications relatives aux connaissances nouvelles et à la valorisation de cet héritage souvent méconnu. Cinq expositions permettront de synthétiser les activités et les objectifs du projet et de les rendre intelligibles auprès du grand public. L'ASM coordonne un ouvrage scientifique sur le thème de la protection et de la «sauvegarde» du patrimoine récent, en lien avec la création d'une carte patrimoniale et une exposition à destination de la société civile.

Contacts:

Romeo Carabelli: carabelli@univ-tours.fr
Emilie Destaing: mutualheritage@gmail.com
Mutual Heritage - Citères UMR 6173 Université
François Rabelais et CNRS
BP 60449 - 33, av. F. de Lesseps 37204 TOURS
cedex 03



Le marché central de Tunis et l'Association de sauvegarde de la Medina de Tunis

L'Association de Sauvegarde de la Médina de Tunis (ASM) a, depuis longtemps, investi la dite "ville nouvelle". Après des décennies d'une action difficile et riche dans la partie plus ancienne de la ville, les architectes de cette association ont «exporté» leur savoir faire et leur vision complexe et systémique du patrimoine à l'extérieur de la médina, vers ce qui est désormais l'hyper-centre.

A côté de restaurations et d'embellissements scénographiques - un parmi tous, le Théâtre municipal - cette association citoyenne a investi aussi des composantes moins voyantes de la ville mais tout aussi importantes. C'est le cas du réaménagement du Marché Central - ou «Fondouk El Ghalla» -, îlot central et stratégique donnant sur les rue d'Allemagne, du Danemark et d'Espagne et sur la rue Charles de Gaulle, qui constituait déjà un des pôles essentiels de la ville à la fin du XIXème siècle.

Le marché était en très mauvais état. Grâce à quatre ans de travaux, entre 2003 et 2007, il a été totalement réhabilité, avec un projet qui sauvegarde sa structure et sa configuration ancienne et introduit une "couverture" contemporaine, qui permet d'augmenter le confort aussi bien des acheteurs que des vendeurs du marché.

Bâtiment de la fin du XIXème siècle, il est positionné au cœur de l'hyper-centre, dans une zone qui aurait pu devenir une réserve

de valeur foncière. Plusieurs spéculateurs ont certainement imaginé une délocalisation du Marché Central dans une halle périphérique mais le choix, fortement appuyé par l'ASM, a été de le garder ici. Une grande et belle victoire patrimoniale qui permet, ainsi, de garder cette fonction traditionnelle et primordiale dans un quartier central.

La mise en valeur du Marché Central a demandé une approche audacieuse qui intègre à la fois la sauvegarde de la tradition et la modernisation. Cette approche a permis de réorganiser les flux de personnes et de marchandises, de mettre les équipements aux normes et d'optimiser l'espace pour le rendre plus fonctionnel, avec notamment le remplacement de la "couverture" de la halle centrale par une structure légère et translucide.

Le nombre total des étalages a été considérablement augmenté - plus que doublé - pour atteindre plus de 300 stands pour les fruits et les légumes, plus de 100 pour le poisson et presque une centaine de points de vente divers. Avec ce réaménagement et cette modernisation, la ville s'est dotée d'un marché central qui est désormais un patrimoine réhabilité au mieux grâce aux compétences de l'Association de Sauvegarde de la Médina de Tunis.

Faïka Béjaoui et Romeo Carabelli

⁽¹⁾ 9 formations professionnelles, 5 cartes patrimoniales, 4 guides patrimoniaux, 2 manuels, 2 ouvrages scientifiques et 1 dossier patrimonial.

Le fonds d'urgence de la Fédération internationale et du Croissant Rouge, avec la contribution Porter secours aux victimes



Un volontaire du Croissant-Rouge tunisien informe la communauté locale sur les pratiques d'hygiène et sur la protection contre les inondations. Crédit: Croissant-Rouge tunisien

En septembre 2009, l'Union européenne a alloué 85.000 € au Fonds d'urgence (DREF) de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, en réponse à de graves inondations en Tunisie. Cette aide a permis d'aider les victimes pendant la phase d'urgence des inondations, à travers la distribution d'articles de secours, tels que des couvertures ou des kits d'hygiène, acheminés par le Croissant-Rouge tunisien. Les volontaires du Croissant-Rouge étaient mobilisés dès les premières heures des désastres, apportant les premiers secours et un soutien psychologique aux communautés affectées.

Le 22 septembre 2009, de fortes tornades et des pluies torrentielles ont touché le sud tunisien, provoquant de graves inondations dans de nombreuses régions de la Tunisie. 17 personnes en sont décédées et de nombreuses personnes ont été blessées. Des centaines de familles, surprises par l'ampleur du désastre, ont dû évacuer

leurs maisons très rapidement, se réfugiant dans la famille, chez des amis ou dans des abris temporaires installés par les autorités.

Les inondations ont principalement affecté les régions de Gabès, Gafsa, Monastir, Mahdia, Sfax et Tozeur. Selon

les services météorologiques, les précipitations, qui ont dépassé 150 mm en une heure, ont été accompagnées de violentes rafales de vent de plus de 100 km/h à certains endroits. Cela a provoqué une hausse du niveau des eaux de plusieurs rivières et d'oueds. Les bâtiments ont été submergés et plusieurs routes ont été coupées, bloquant l'accès aux zones sinistrées.

L'opération de distribution d'articles de secours a été mise en œuvre conjointement avec d'autres activités de sensibilisation et de réduction des risques. En ce sens, un dépliant de prévention contre les inondations a été imprimé et distribué aux bénéficiaires.

D'autres prestations, telles que les premiers secours, la promotion de l'hygiène et, plus particulièrement, des risques liés à l'eau, ainsi que des activités de soutien psychosocial, ont également permis de répondre aux mieux aux besoins des personnes affectées.

Soutien de l'Union européenne au Fonds d'Urgence de la Fédération internationale des

Le Bureau régional de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant rouge pour l'Afrique du Nord

aide les Sociétés du Croissant-Rouge d'Égypte, de Libye, de Tunisie, d'Algérie et du Maroc à relever les défis qui se posent au niveau local dans trois domaines d'action prioritaires: la gestion des catastrophes, le développement et la diplomatie humanitaire. La Fédération est une organisation humanitaire qui, à travers les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, agit à l'échelon humanitaire avant, pendant et après les catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme. Les opérations de secours de la Fédération sont combinées avec des efforts de développement, notamment des programmes de réduction des risques liés aux catastrophes, des activités de santé et d'assistance aux personnes et la promotion des valeurs humanitaires. Elle s'emploie aussi à combattre la discrimination et la violence, et à porter assistance aux migrants quel que soit leur statut juridique.

nationale des Sociétés de la Croix Rouge de l'Union européenne des inondations en Tunisie

Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge

En Juin 2009, la Commission européenne a signé un accord avec la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans le cadre de la réponse aux catastrophes. Une contribution de 2 millions € a été allouée au Fonds d'Urgence pour les opérations de secours (DREF), dans le but de soutenir des catastrophes de petite ou moyenne ampleur, ne nécessitant pas un processus d'appel international.

Le Fonds de secours en cas de catastrophe de la Fédération internationale a été créé en 1985 et est financé par des contributions de donateurs. En cas de besoin, lors d'un désastre, les Sociétés nationales, membres de la Fédération des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, peuvent demander une allocation du DREF, leur permettant dans les 24 heures d'initier et de soutenir leurs actions de secours en faveur des sinistrés. Pour les catastrophes à petite et moyenne échelle, la Fédération accorde des subventions du Fonds, qui peuvent ensuite être remboursées par les donateurs.



Pour plus de détails sur l'opération de secours fournie par le Croissant-Rouge Tunisien et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge :

www.ifrc.org/docs/appeals/09/MDRTN003du1.pdf



Volontaires du Croissant-Rouge tunisien évaluant les besoins d'une famille affectée par les inondations. Crédit: Croissant-Rouge Tunisien



L'Union européenne soutient la campagne régionale «Vivons notre humanité. A nous d'agir»

Cette campagne vise à valoriser les valeurs humanistes de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, les traditions d'accueil et d'aide aux plus vulnérables, ainsi que les principes de non-discrimination, et de les utiliser comme des leviers essentiels de notre cohésion sociale. Pour ce faire, la campagne appelle au concours de tous, acteurs publics et privés, afin d'orienter nos efforts vers une culture du «Vivre Ensemble», une culture dans laquelle chacun, individu et collectivité, vit pleinement son humanité.

Avec la collaboration de la Fédération internationale, le Croissant-Rouge tunisien a lancé sa campagne le 7 mai 2010.

Le Programme indicatif national pour la Libye de 2011 à 2013 Une réponse européenne aux besoins de la population libyenne



M. Hugues Mingarelli,
Directeur Général Adjoint
à la Direction générale
des relations extérieures

Dr Dia Eddin Sadek Abouhadra,
Directeur Général au Libyan
national centre for
standardization & metrology

Le Programme indicatif national (PIN) Libye pour la période 2011-2013 appuiera le développement du capital humain, la viabilité du développement économique et social et la gestion des flux migratoires. Premier programme de coopération entre l'Union européenne et la Libye, le PIN s'élève à 60 millions €.



La levée des sanctions internationales contre la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire en 2003 marque son retour sur la scène internationale. Toutefois, après deux décennies d'isolement, le processus de réintégration de la Libye au sein de la communauté internationale est freiné par l'inadéquation de ses structures administratives et institutionnelles ainsi que par les lacunes du cadre législatif et réglementaire.

Forte de sa proximité géographique et de son expérience de coopération dans la région, l'Union européenne a manifesté sans délai sa volonté de se rapprocher de la Libye pour l'appuyer dans son processus de modernisation et d'intégration au sein du système politique et économique mondial. En octobre 2007, le Conseil des relations extérieures de l'Union européenne a décidé d'engager des négociations dans le but d'établir un partenariat entre l'UE et la Libye sur des sujets d'intérêt commun.

L'Accord Cadre UE-Libye, actuellement en phase de négociation, serait le cadre légal et opérationnel qui définit le dialogue politique et les mécanismes de coopération entre les deux parties.

Le Programme Indicatif National (PIN) de coopération sera un des instruments d'appui à la mise en œuvre de cet accord. Le premier PIN pour la Libye a été approuvé par les 27 Etats membres de l'Union européenne en mars 2010 pour un montant total de 60 millions € pour la période 2011 - 2013. Le "PIN Libye" est le résultat de concertations entre la Commission européenne et le Gouvernement libyen afin d'identifier les besoins

et les priorités du pays et de définir l'assistance technique et financière que l'Union européenne peut offrir dans ce cadre. Ensuite, le PIN sera décliné en Plans d'Action annuels contenant les détails des interventions ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

De 2011 à 2013, les programmes du PIN appuieront les efforts de la Libye à définir des stratégies sectorielles et institutionnelles cohérentes, produire des données et des statistiques fiables, développer les ressources humaines du pays et libérer le potentiel de développement national, afin de répondre aux besoins de la population de manière adéquate.

L'intervention de l'UE en Libye a été développée autour de trois axes principaux: i) améliorer le capital humain; ii) augmenter la viabilité du développement économique et social; iii) faire face au défi de la gestion des flux migratoires.

La première priorité se concentre sur l'amélioration des talents, des aptitudes, des qualifications et des expériences dans les secteurs sociaux, qui demeure fondamentale pour la Libye, malgré le niveau relativement élevé de certains indicateurs sociaux.

En particulier, le premier programme de coopération, prévu en 2011, se focalisera sur l'appui au secteur de la santé publique, en se basant sur les expériences européennes antérieures en Libye, notamment le Plan d'Action de Benghazi contre les maladies infectieuses et le VIH/SIDA. Le programme aura pour objectif principal d'améliorer la qualité des services de santé et de restaurer la confiance de la population dans ces services, tout en réduisant le nombre de citoyens

libyens qui partent à l'étranger pour se faire soigner.

La deuxième priorité est d'augmenter la viabilité du développement économique et social de la Libye, à travers un programme d'appui à son intégration au sein du commerce mondial et à la diversification de ses revenus économiques, autres que l'exportation d'énergie fossile. Cette diversification se concentrera sur le développement de petites et moyenne entreprises et l'exploitation du potentiel de la Libye dans des secteurs comme la pêche ou les énergies renouvelables.

Cette coopération permettrait de renforcer la capacité des organisations publiques et privées impliquées dans le commerce, les exportations et l'industrie, dans le but d'établir les fondations pour un développement socio-économique durable. Une partie

importante de cet effort sera dédié à maximiser le potentiel commercial et la participation de la Libye dans un système d'échange international et régional.

Enfin, l'UE accompagnera le travail initié par les autorités libyennes pour améliorer les capacités de transposition et d'application des différentes politiques et de la législation sur le commerce international, en vue de son éventuelle adhésion à l'Organisation mondiale du commerce.

La troisième priorité porte sur le défi commun que représente la migration irrégulière et qui affecte autant la Libye que l'UE. En particulier, il est nécessaire que la Libye se dote d'un cadre institutionnel et légal adéquat pour la gestion des flux migratoires, que ses capacités de gestion et de contrôle des frontières soient renforcées et que les autorités améliorent leurs procédures de réception et de suivi des migrants qui transitent sur le territoire libyen.

Ce programme de coopération tri-annual est un premier pas dans l'établissement d'un véritable partenariat de l'Union Européenne avec la Libye. L'Accord Cadre, qui est en train d'être finalisé, réunit une série de dispositions et de thèmes d'intérêt commun qui permettront de développer cette relation dans le temps. Néanmoins, les priorités de coopération identifiées démontrent la volonté d'œuvrer ensemble pour que la Libye consolide son intégration dans le système politique et économique international et participe à la construction d'une région euro-méditerranéenne prospère, stable et pacifique.

Michel Mouchiroud, chargé des programmes de coopération Libye, Délégation UE

Brèves - Brèves - Brèves - Brèves - Brèves - Brèves - Brèves

La fête de l'Europe à l'école Paul Verlaine de la Marsa, le 12 mai. Les Ambassadeurs des Etats membres de l'UE et le Chef de Délégation de l'UE en Tunisie ont rencontré les élèves.



30 ans de coopération UE-Tunisie. Journée de l'Europe, en Tunisie, le 17 mai. La journée de l'Europe sur le thème des 30 ans de coopération UE-Tunisie, a été fêtée en présence du Ministre des Affaires étrangères, M. Kamel Morjane.

Table Ronde sur la Coopération policière et judiciaire et les relations Europe - Maghreb, le 22 mai, à Tunis. Dans le cadre de l'action Jean Monnet, la Faculté de Sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, en collaboration avec l'Université de Nice, ont organisé cette table ronde avec l'intervention du Chef de Délégation de l'UE en Tunisie, Adrianus Koetsenruijter.



Pour en savoir plus :

http://www.fsjpst.rnu.tn/image/pdf/depliant_monnet.pdf

Forum "Les entretiens de la Méditerranée", les 25 & 26 mai, à Hammamet. Ce forum était organisé par l'Institut de prospective Economique du Monde Méditerranéen (IPEMED) et l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprises (IACE), en collaboration avec l'IEMed et a rassemblé près de 450 participants, parmi lesquels des personnalités politiques, des dirigeants d'entreprises et des experts des deux rives de la Méditerranée.



Pour en savoir plus :

<http://www.entretiensdelamediterranee.coop/spip.php?article29>



Colloque "Contribution de la jeunesse méditerranéenne au développement des relations euro-méditerranéennes", le 27 mai, à Tunis. Ce colloque annuel sur le partenariat euroméditerranéen a été organisé par le Centre de la Ligue des Etats Arabes, avec la participation du Chef de Délégation de l'UE en Tunisie.

30 ans de coopération UE-Tunisie. Colloque "La Coopération économique et financière Nord-Sud: Promesses et pesanteur", les 27 et 28 mai, à Tunis. A l'occasion du trentenaire de la coopération entre l'Union Européenne et la Tunisie, l'Association des Etudes Internationales (AEI) a organisé ce colloque avec le soutien de la Délégation de l'UE en Tunisie et en collaboration avec la Fondation Friedrich Ebert.



Visite de journalistes européens en Tunisie, du 1^{er} au 5 juin. Une douzaine de journalistes européens ont eu l'occasion de rencontrer des acteurs économiques tunisiens et de découvrir des entreprises bénéficiaires des projets européens, dans le cadre d'une visite sur le thème "La coopération UE-Tunisie : réformes économiques et compétitivité des entreprises".



Traité de Lisbonne. Concert "BELLVER" de Maria Del Mar Bonet, le 19 juin, à Gammarth. Dans le cadre du Traité de Lisbonne,

la Délégation de l'Union européenne et l'Ambassade d'Espagne ont organisé un concert intitulé "Bellver" Passion pour la Méditerranée, de Maria del Mar Bonet.



6^{ème} colloque international de l'Université Tunis El Manar, du 21 au 23 juin, à Hammamet. Ce colloque sur le thème "Stratégies de développement: Quel chemin parcouru? Quelles réponses face aux nouvelles contraintes économiques et climatiques?", a été organisé par le Laboratoire Prospective, Stratégie et Développement Durable (PS2D) de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis avec le soutien de la Délégation de l'Union européenne et en collaboration avec le réseau de chercheurs de l'Agence Universitaire de la Francophonie.



Visite d'élèves de l'école Paul Verlaine, le 22 juin. Des élèves de la classe de CM2 de l'école française Paul Verlaine de la Marsa ont eu l'opportunité de visiter la Délégation de l'UE en Tunisie. Ils ont pu découvrir les différents locaux et s'entretenir avec Adrianus Koetsenruijter, le Chef de Délégation, au cours d'un débat dynamique.



Pour plus d'info: <http://www.ec-verlaine-lamarsa.ac-versailles.fr/spip.php?article483>

Rencontre sur le thème "60 ans de l'Union européenne", le 22 juin, à Tunis. Dans le cadre de son cycle de rencontres les "Mardis de l'Atuge", l'Association des Tunisiens des grandes écoles a organisé un déjeuner-débat sur le thème "L'intégration européenne, 60 ans de réussite et après?". Le Chef de Délégation de l'UE en Tunisie, Adrianus Koetsenruijter, était l'invité d'honneur de ce débat.



Lancement officiel du projet South East Archéritage, les 8 et 9 juillet à Cagliari (Italie). L'objectif de ce projet est l'amélioration du développement économique durable des zones urbaines de l'Union européenne et des pays du voisinage du Sud et de l'Est, grâce à la création de relations stables entre les administrations publiques et les opérateurs du secteur du tourisme durable, de type culturel et archéologique. Le chef de



file du projet est la Provincia de Cagliari, en Italie.

Pour plus d'infos:

http://www.open-med.eu/portal/fr/ms_ARCHERITAGE.wp

MedaMos - Autoroutes de la Mer - UE/Sud et Est méditerranéen. Dans le cadre de ce programme régional européen, 18 partenaires tunisiens et français ont conclu le 8 juillet 2010, un protocole d'accord visant à renforcer la compétitivité et la fluidité d'une autoroute de la mer entre Marseille et Radès. C'est le 1er protocole du genre à réunir l'ensemble des acteurs de la chaîne de transport entre l'Europe et le Maghreb. Pour en savoir plus : www.ommp.nat.tn



TourMedEau - Gestion durable de l'Eau dans les Territoires Touristiques de la Méditerranée. Lancé officiellement le 17 juillet, à Ajim (Djerba), le projet régional européen TourMedEau contribuera à encourager le dialogue et la coopération entre les administrations publiques des deux rives de la Méditerranée, afin d'améliorer la durabilité de l'environnement dans le contexte urbain à travers une gestion publique plus efficace des services hydriques.



Pour en savoir plus:

http://www.open-med.eu/portal/fr/ms_TOURMEDEAU.wp

Brèves Libye - Brèves Libye - Brèves Libye - Brèves Libye - Brèves Libye - Brèves Libye



Journée de l'Europe en Libye, le 9 mai, en présence de M. Adrianus Koetsenruijter et M. Tahar Siala, Secrétaire général adjoint du Comité populaire général à la communication extérieure et à la coopération internationale de Libye.

Colloque "A Community Strategy to protect the Euro in the Mediterranean Area", du 25 au 27 mai, à Tripoli. Ce colloque s'est tenu avec la participation d'Adrianus Koetsenruijter. Pour en savoir plus : http://www.dt.tesoro.it/en/eventi/dettaglio.html?resourceType=/modules/eventi/elem_0148.html



Agenda - Agenda - Agenda - Agenda - Agenda - Agenda - Agenda

Le rapport annuel 2010 sur la politique de développement et d'aide extérieure de la Communauté européenne et sa mise en œuvre en 2009 est désormais disponible en téléchargement à : http://ec.europa.eu/europeaid/multimedia/publications/publications/annual-reports/2010_fr.htm



opérettes, organisées par l'association française ECUME, qui retraceront l'itinéraire de ce genre musical et son rayonnement grâce aux chanteurs et musiciens issus des deux rives de la Méditerranée. Au programme: J. Strauss, J. Offenbach, M. Nieto, G. Jimenez, T. Breton, etc.



Présidence belge du Conseil de l'UE. Du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010, la Belgique assume la Présidence du Conseil des affaires générales de l'Union européenne. Le Conseil des Affaires étrangères de l'UE est désormais présidé par la Haute Représentante de l'UE pour les



affaires étrangères et de sécurité. Ainsi la représentation extérieure de l'UE est entièrement assurée par les Délégations de l'UE.

Pour plus d'infos : <http://www.eutrio.be>



3^{ème} sommet Afrique-UE, les 29 et 30 novembre 2010, en Libye.

Pour en savoir plus : http://ec.europa.eu/development/index_fr.cfm

Colloque euro-méditerranéen de l'Innovation, les 14 & 15 octobre, à Tunis. Ce colloque est organisé par le Ministère de l'Industrie et de la Technologie avec le concours de l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation et de l'Union tunisienne pour l'Industrie, le Commerce et l'Artisanat. Plus de 170 exposants seront présents à l'évènement.

Pour en savoir plus : www.industrie.gov.tn

Colloque "La lutte contre la fraude fiscale", du 11 au 13 novembre, à Sfax.

Ce colloque est organisé par la Faculté de droit de Sfax et l'Institut arabe des chefs d'entreprise, avec le soutien de la Délégation de l'UE en Tunisie

Opérettes d'une nuit, les 9 & 11 décembre, à Tunis et à Sfax. La Délégation de l'Union européenne en Tunisie propose deux

Programme de visites de l'Union européenne. La Commission européenne et le Parlement européen organisent chaque année des visites des institutions européennes et des rencontres avec des fonctionnaires de ces institutions, à l'attention des jeunes dirigeants (fonctionnaires, journalistes, syndicalistes, éducateurs, membres d'ONG...) de pays situés en dehors de l'UE.

La date limite de candidature: le 30 septembre 2010

Pour plus d'infos :

http://ec.europa.eu/delegations/tunisia/more_info/eu_visit_program/index_fr.htm

e-Taalim. Ce portail gratuit offre des informations sur les universités, les centres et les cabinets de formation en Tunisie et est destiné principalement aux élèves, étudiants, cadres, responsables de formation, responsables informatiques et décideurs de l'enseignement dans les pays Africains et le monde arabe. Il est soutenu par la Commission européenne à travers son programme elearningeuropa.info et l'association tunisienne APREV. Il est disponible actuellement en trois langues (français, anglais et arabe).



Pour en savoir plus : www.e-taalim.com

Les Journées du cinéma européen 2010

Les journées du cinéma européen se tiendront du 23 novembre au 12 décembre 2010 dans huit villes tunisiennes. Gafsa bénéficiera pour la première fois de cet évènement.

Le calendrier dans les différentes villes:

- Tunis : du 23 novembre au 4 décembre
- Sousse : du 24 novembre au 3 décembre
- Kairouan : du 25 novembre au 2 décembre
- Mahdia : du 26 novembre au 2 décembre
- Sfax : du 27 novembre au 4 décembre
- Jendouba : du 29 novembre au 5 décembre
- Gafsa : du 6 au 12 décembre
- Gabès : du 7 au 11 décembre



Nouvelles publications de la Délégation

Strategy paper and national indicative programme Libya 2011-2013



CD Rom sur le Traité de Lisbonne (version EN/FR)



Dossier d'information sur les programmes de coopération de l'UE en Tunisie (Edition 2010-2011)



Pour les recevoir, écrivez à : delegation-tunisia@ec.europa.eu ou passez nous voir!

أجندا ليبيا - أجندا ليبيا - أجندا ليبيا - أجندا ليبيا - أجندا ليبيا - أجندا ليبيا - أجندا ليبيا

ندوة "إستراتيجية المجموعة لحماية الأورو في المنظمة المتوسطة" من يوم 25 إلى 27 ماي 2010 بطرابلس. التمت الندوة بمشاركة أديانوس كوتسنزو. لمزيد المعلومات:



http://www.dt.tesoro.it/en/eventi/dettaglio.html?resourceType=/modules/eventi/elem_0148.html

يوم أوروبا، يوم 9 ماي بطرابلس بحضور أديانوس كوتسنزو و الطاهر سيالة الأمين العام المساعد للجنة الشعبة العامة للاتصال الخارجي والتعاون الدولي بليبيا .



أجندا ليبيا - أجندا ليبيا - أجندا ليبيا - أجندا ليبيا - أجندا ليبيا - أجندا ليبيا - أجندا ليبيا

الموسيقي وإشعاعه عبر إسهامات مطربين وعازفين من ضفتي المتوسط. ويقترح البرنامج أعمالا لجوهان شتراوس و اوفنباخ و نياتو وخيمينز و بروتون وغيرهم.



القمة الثالثة إفريقية، الاتحاد الأوروبي يومي 29 و 30 نوفمبر 2010 بليبيا.

لمزيد المعلومات :
http://ec.europa.eu/development/index_fr.cfm



برنامج زيارات الاتحاد الأوروبي : تنظم المفوضية الأوروبية و البرلمان الأوروبي سنويا زيارات إلى المؤسسات الأوروبية و لقاءات مع موظفي هذه المؤسسات . و توجه هذه الزيارات إلى المسيرين الشبان (موظفون و صحفيون و نقابيون و مربون و أعضاء المنظمات غير الحكومية) ... من البلدان الواقعة خارج الإتحاد الأوروبي.

آخر أجل لتقديم الترشيحات : يوم 30 سبتمبر 2010
لمزيد المعلومات :

http://ec.europa.eu/delegations/tunisia/more_info/eu_visit_program/index_fr.htm

e-taalim. توفر هذه البوابة المجانية معلومات حول الجامعات و مراكز و مكاتب التدريب في تونس موجهة أساسا إلى التلاميذة و الطلبة و الإطارات و المسؤولين عن التدريب و المسؤولين عن الإعلامية و أصحاب القرار في مجال التعليم في البلدان الإفريقية و العالم العربي. و تدعم المفوضية الأوروبية هذا البرنامج من خلال برنامجها elearningeuropa.info و الجمعية التونسية APREV. و البوابة متوفرة في ثلاث لغات (الفرنسية و العربية و الإنكليزية).
لمزيد المعلومات : www.e-taalim.com



التقرير السنوي 2010 حول سياسة التنمية و المساعدة الخارجية للمجموعة الأوروبية و تنفيذها سنة 2009، و يمكن تحميله من الآن على العنوان:
http://ec.europa.eu/europeaid/multimedia/publications/publications/annual-reports/2010_fr.htm



الرئاسة البلجيكية لمجلس الاتحاد الأوروبي، من يوم 1 جويلية إلى غاية يوم 31 ديسمبر 2010. تتأخر بلجيكا مجلس الشؤون العامة للاتحاد الأوروبي . و ترأس مجلس الشؤون الخارجية الممثلة السامية للاتحاد الأوروبي للشؤون الخارجية و الأمن . تتكفل بعثات الاتحاد الأوروبي برئاسة تمثيلية الاتحاد الأوروبي.
لمزيد المعلومات : www.eitrop.be



الندوة الأورومتوسطية للتجديد يومي 14 و 15 أكتوبر بتونس. تنظم هذه الندوة وزارة الصناعة و التكنولوجيا بالتعاون مع وكالة النهوض بالصناعة و التجديد و الاتحاد التونسي للصناعة و التجارة و الصناعات التقليدية . يشارك أكثر من 170 عارض في هذا الحدث.
لمزيد المعلومات : www.industrie.gov.tn

ندوة أورومتوسطية لمكافحة التهرب الجبائي من 11 إلى 13 نوفمبر 2010 بصفاقس.
تنظم هذه الورشة كلية الحقوق بصفاقس و المعهد العربي لرؤساء المؤسسات بدعم مفوضية الاتحاد الأوروبي بتونس.

أوبيرات ليلة واحدة يومي 9 و 11 ديسمبر 2010 بتونس و صفاقس.
تقترح بعثة الاتحاد الأوروبي حفلين موسيقيين تنظمهما جمعية التبادل الثقافي المتوسطي الفرنسية . و تستعرض الأوبيرات مسار هذا النوع

إصدارات جديدة للبعثة

ملف إعلامي حول برامج التعاون بين الاتحاد الأوروبي و تونس (نسخة 2010-2011)

قرص مضغوط حول ميثاق لشبونة (نسخة فرنسية و إنكليزية)

الوثيقة الإستراتيجية و البرنامج الدلالي الوطني ليبيا 2011-2013



للحصول على نسخ راسلوا :
delegation-tunisia@ec.europa.eu
أو اتصلوا بنا بمقر البعثة

أيام السينما الأوروبية 2010

تنظم أيام السينما الأوروبية من يوم 23 نوفمبر إلى يوم 12 ديسمبر 2010 بثمانين مدن تونسية.
ستحتضن مدينة قفصة هذا الحدث لأول مرة:
تكون روزنامة العروض كالآتي:



- تونس من يوم 23 نوفمبر إلى يوم 4 ديسمبر
- سوسة من يوم 24 نوفمبر إلى يوم 3 ديسمبر
- القيروان من يوم 25 نوفمبر إلى يوم 2 ديسمبر
- المهدية من يوم 26 نوفمبر إلى يوم 2 ديسمبر
- صفاقس من يوم 27 نوفمبر إلى يوم 4 ديسمبر
- جندوبة من يوم 29 نوفمبر إلى يوم 5 ديسمبر
- قفصة من يوم 6 ديسمبر إلى يوم 12 ديسمبر
- قابس من يوم 7 ديسمبر إلى يوم 11 ديسمبر

تظاهرات - تظاهرات - تظاهرات - تظاهرات - تظاهرات



إسبانيا بتونس حفلا موسيقيا بعنوان: "بلغار" جذوة من أجل المتوسط أحيته الفنانة ماريا دلمار بوني.



الإحتفال بعيد أوروبا بمدرسة بول فيرلين بالمركسي يوم 12 ماي حيث زار سفراء الدول الأعضاء بالإتحاد الأوروبي ورئيس بعثة الإتحاد الأوروبي بتونس و التقوا بالتلاميذ هناك.

الندوة الدولية السادسة لجامعة تونس المنار، من يوم 21 إلى يوم 23 جوان بالحمامات. انتظمت هذه الندوة تحت موضوع: "إستراتيجيات التنمية: الخطوات المقطوعة؟ أي أجوبة أمام العوائق الاقتصادية والمناخية؟" وبادرة من مخبر الاستشراق والإستراتيجية والتنمية المستدامة لكلية العلوم الاقتصادية والتصريف بتونس بدعم من بعثة الإتحاد الأوروبي وبالتعاون مع شبكة الباحثين للوكالة الجامعية للفرنكوفونية.

PS2D

ثلاثون سنة من التعاون الأوروبي - التونسي، يوم 17 ماي بتونس. تم الإحتفال بيوم أوروبا تحت شعار ثلاثين سنة من التعاون الأوروبي - التونسي بحضور وزير الشؤون الخارجية السيد كمال مرجان.



زيارة تلاميذ مدرسة بول فيرلين، يوم 22 جوان. أدى تلاميذ السنة الثانية بالمدرسة الفرنسية بول فيرلين بالمركسي، زيارة إلى مقر البعثة وتعرف التلاميذ على مختلف المكاتب والفضاءات واتحاد توامع أدريانوس كوتسنزويتر رئيس البعثة خلال لقاء تفاعلي بين الطرفين.



مائدة مستديرة حول التعاون البوليسي والقضائي و العلاقات بين أوروبا والمغرب العربي يوم 22 ماي بتونس. في إطار نشاط جان موني نظمت كلية العلوم القانونية والسياسية والاجتماعية بالتعاون مع جامعة نيس مائدة مستديرة أخذ خلالها الكلمة السيد أدريانوس كوتسنزويتر، رئيس بعثة الإتحاد الأوروبي بتونس.



لمزيد المعلومات : http://www.fsjpst.rnu.tn/image/pdf/depliant_monnet.pdf

لقاء حول موضوع 60: "سنة للاتحاد الأوروبي" يوم 22 جوان بتونس. في إطار سلسلة لقاءات يوم الثلاثاء لجمعية الطلبة التونسية بالمدارس الكبرى، نظمت الجمعية مأدبة غداء مشفوعة بنقاش حول موضوع: "الاندماج الأوروبي، 60 سنة من النجاح وبعده؟" وكان أدريانوس كوتسنزويتر رئيس بعثة الإتحاد الأوروبي ضيف شرف اللقاء.

atuse

منتدى لقاءات المتوسط يوم 25 و 26 ماي بالحمامات. نظم هذا المنتدى معهد الاستشراق الاقتصادي للعالم المتوسطي و المعهد العربي لرؤساء المؤسسات بالتعاون مع معهد لقاءات المتوسط. حضر حوالي 450 شخصية من ضمنها شخصيات سياسية ورؤساء مؤسسات وخبراء من ضفتي المتوسط.



لمزيد المعلومات : <http://www.entretiensdelamediterranee.coop/spip.php?article29>

الإطلاق الرسمي لمشروع جنوب شرقي أركاريتدج، يومي 8 و 9 جويلية بكاليري (إيطاليا). يهدف هذا المشروع إلى تحسين التنمية الاقتصادية المستدامة للمناطق الحضرية للاتحاد الأوروبي والبلدان المجاورة جنوبا وشرقا بفضل خلق علاقات مستقرة بين الإدارات العمومية والأطراف الفاعلة في السياحة المستدامة ذات التوجه الثقافي والأثري. وتقود هذا المشروع منطقة كاليري بإيطاليا.

arc heritage

ندوة "مساهمة الشباب المتوسطي في تنمية العلاقات الأورومتوسطية"، يوم 27 ماي بتونس. نظم مركز تونس لجامعة الدول العربية هذه الندوة السنوية حول الشراكة الأورومتوسطية بمشاركة رئيس بعثة الإتحاد الأوروبي بتونس.



لمزيد المعلومات : http://www.open-med.eu/portal/fr/ms_ARCHERITAGE.wp

المشروع الأوروبي MedaMos - الطريق السيارة البحرية - الإتحاد الأوروبي / جنوب و شرقي المتوسط. في إطار مشروع ميداموس، أمضى 18 شريكا تونس وفرنسيا يوم 8 جويلية 2010 بروتوكول اتفاقية يهدف إلى تدعيم التنافسية وتدقق الطريق السيارة البحرية بين مرسيليا وادس. ويعتبر البروتوكول الأول من نوعه الذي يجمع كل المتدخلين في قطاع النقل بين أوروبا و المغرب العربي.



لمزيد المعلومات : www.ommp.nat.tn

ثلاثون سنة من التعاون بين الإتحاد الأوروبي و تونس .ندوة" التعاون الاقتصادي والمالي شمال جنوب :الوعود و الجاذبية "يومي 27 و 28 ماي بتونس . بمناسبة مرور ثلاثين سنة على ربط العلاقات بين الإتحاد الأوروبي وتونس، نظمت جمعية دراسات دولية ندوة بدعم من بعثة الإتحاد الأوروبي بتونس وبالتعاون مع مؤسسة فيدريش ايبيرت.



تور ميدأو - التصريف المستدام للماء في المناطق السياحية بالمتوسط. أطلق المشروع رسميا يوم 17 جويلية بمدينة أجم بجزيرة جربة. سيساهم المشروع الإقليمي الأوروبي تورمدأو في تشجيع الحوار و التعاون بين الإدارات العمومية من ضفتي المتوسط قصد تحسين استدامة المحيط في الوسط الحضري من خلال تصريف عمومي أكثر نجاعة في الخدمات المائية.



لمزيد المعلومات : http://www.open-med.eu/portal/fr/ms_TOURMEDEAU.wp

زيارة صحفيين أوروبيين إلى تونس من يوم 1 جوان إلى يوم 5 جوان. التقى 12 صحفيا أوروبيا برجال أعمال تونسيين وتعرفوا على المؤسسات المنتفعة بالمشاريع الأوروبية. وجادت هذه الزيارة حول موضوع التعاون بين الإتحاد الأوروبي وتونس: الإصلاحات الاقتصادية والقدرة التنافسية للمؤسسات.



ميثاق لشبونة: حفل موسيقى "بلغار" لماريا دلمار بوني يوم 19 جوان بقمرت. في إطار ميثاق لشبونة نظمت بعثة الإتحاد الأوروبي و سفارة

البرنامج الوطني الدلالي لليبيا من سنة 2010 إلى سنة 2013 إجابة أوروبية لحاجيات المواطنين الليبيين

إضافة إلى التخفيض في عدد المواطنين الليبيين الذين سيسافرون إلى الخارج للعلاج.

أما الأولوية الثانية فهي تهدف إلى الزيادة في حيوية التنمية الاقتصادية والاجتماعية لليبيا من خلال برنامج دعم إدماجها في التجارة العالمية وتنوع إيراداتها الاقتصادية غير التي تحصل عليها من صادرات الطاقة الأحفورية. وسيركز هذا التنوع على تطوير المؤسسات الصغرى والمتوسطة و استغلال إمكانات ليبيا في قطاعات كالصيد البحري والطاقات المتجددة.

سيسمح هذا التعاون بتدعيم قدرات المنظمات العمومية والخاصة العاملة في التجارة والصادرات والصناعة قصد إرساء أسس تنمية اقتصادية واجتماعية مستدامة.

وسيوجّه جزء من هذا المجهود إلى الترفيع في الإمكانات التجارية ومساهمة ليبيا في نظام المبادلات الدولية والإقليمية.

وأخيرا، سبرافق الاتحاد الأوروبي العمل الذي شرعت فيه السلطات الليبية لتحسين قدرات نقل وتطبيق مختلف السياسات والتشريع المتعلق بالتجارة الدولية، من أجل الانضمام الممكن لمنظمة التجارة الدولية.

أما الأولوية الثالثة فهي تشمل التحدي المشترك الذي تمثله الهجرة السرية والتي تهم ليبيا والاتحاد الأوروبي على حد السواء. و يبدو من الضروري أن تمكن ليبيا نفسها من إطار مؤسساتي وقانوني ملائم لإدارة موجات الهجرة وتدعيم قدراتها لإدارة ومراقبة حدودها وتحسين إجراءات استقبال ومتابعة المهاجرين الذين يعبرون التراب الليبي.

يعتبر برنامج التعاون الثلاثي خطوة أولى نحو إرساء شراكة حقيقية للاتحاد الأوروبي مع ليبيا. يجمع امتداد واتساع الاتفاقية الإطارية التي هي بصدد الإنجاز سلسلة من الأحكام والمواضيع ذات الاهتمام المشترك ستسمح بتطوير هذه العلاقة عبر الزمن.

غير أن علاقات التعاون التي تم تحديدها تبرز إرادة العمل المشترك حتى تدعم ليبيا اندماجها في النظام السياسي والاقتصادي العالمي وتساهم في بناء منطقة أوروبية متوسطة مزدهرة ومستقرة وهادئة.

ميشال موشيرو

مكلف ببرامج التعاون مع ليبيا

بعثة الاتحاد الأوروبي



السيد هوق منقارلي
مدير عام مساعد بالإدارة
العامة للعلاقات الخارجية

الدكتور ضياء الدين أبوهدرة
مدير عام المركز الوطني الليبي
للمواصفات والقياس



سيدعم البرنامج الوطني الدلالي لليبيا للفترة الممتدة بين سنة 2011 و سنة 2013 تنمية الرأسمال البشري، و حيوية التنمية الاقتصادية والاجتماعية و إدارة موجات الهجرة. هو أول برنامج تعاون بين الاتحاد الأوروبي و ليبيا، يبلغ 60 مليون أورو تمت المصادقة عليه في شهر مارس 2010.

المساعدة الفنية والمالية التي يمكن للاتحاد الأوروبي أن يقدمها في هذا الإطار. ثم سيتم تحويل البرنامج الوطني الدلالي إلى خطط عمل سنوية تشمل تفاصيل التدخلات وإجراءات تنفيذها.

ستدعم مشاريع البرنامج الوطني مجهودات ليبيا خلال الفترة الممتدة من سنة 2011 وسنة 2013 لتحديد الإستراتيجيات القطاعية والمؤسساتية المتناغمة و إنتاج بيانات وإحصائيات موثوق بها لتنمية الموارد البشرية للبلاد و تحرير الطاقات التنموية الوطنية من أجل الاستجابة لحاجيات المواطنين بصفة ملائمة.

هذا و تم تطوير تدخل الاتحاد الأوروبي في ليبيا حول ثلاثة محاور رئيسية: (1) تحسين الرأسمال البشري؛ (2) الترفيع في حيوية التنمية الاقتصادية والاجتماعية؛ (3) مواجهة تحدي إدارة موجات الهجرة.

وتركز الأولوية الأولى على تحسين المواهب والقدرات والمؤهلات والتجارب في القطاعات الاجتماعية، و هي أولوية أساسية بالنسبة للليبيا رغم الارتفاع النسبي لبعض المؤشرات الاجتماعية.

وسيركز المشروع الأول للتعاون المقرر تنفيذه سنة 2011 على دعم قطاع الصحة العمومية بالاعتماد على التجارب الأوروبية السابقة في ليبيا وخاصة خطة عمل بنغازي لمكافحة الأمراض السارية وفيروس فقدان المناعة المكتسب/الأيدز. سيهدف البرنامج بصفة رئيسية إلى تحسين جودة الخدمات الصحية وإعادة ثقة المواطنين في هذه الخدمات،

سجل رفع العقوبات الدولية ضد الجماهيرية العربية الليبية الشعبية العظمى سنة 2003 عودتها إلى الساحة الدولية. فبعد عزلة دامت عقدين، يبقى مسار إعادة اندماج ليبيا في المجموعة الدولية مكبوحا بحكم انعدام تناغم الهياكل الإدارية و المؤسساتية إلى جانب وجود هنات على مستوى الإطار التشريعي والقانوني.

و انطلاقا من قربه الجغرافي و من تجربته في مجال التعاون في المنطقة أبرز الاتحاد الأوروبي بدون تأخير إرادته للاقتراب من ليبيا لدعمها في مسار التحديث والاندماج ضمن النظام السياسي والاقتصادي العالمي. وفي شهر أكتوبر 2007، قرّر مجلس العلاقات الخارجية للاتحاد الأوروبي الدخول في مفاوضات قصد إرساء شراكة بين الاتحاد الأوروبي و ليبيا في مواضيع ذات اهتمام مشترك.

سيكون الاتفاق الإطاري بين الاتحاد الأوروبي و ليبيا الذي لا يزال في مرحلة المفاوضات، الإطار القانوني والتعاوني الذي سيحدد الحوار السياسي وآليات التعاون بين الجانبين. وسيكون البرنامج الوطني الدلالي للتعاون أحد آليات الدعم لتنفيذ الاتفاقية. صادقت الدول الأعضاء بالاتحاد الأوروبي على البرنامج الوطني الدلالي لليبيا في شهر مارس 2010 بمبلغ يقدر بـ 60 مليون أورو للفترة الممتدة من سنة 2011 إلى سنة 2013. و جاء البرنامج نتيجة مشاورات بين المفوضية الأوروبية و الحكومة الليبية من أجل تحديد الحاجيات والأولويات الليبية وتعريف

يب والهلال الأحمر بمساهمة الاتحاد الأوروبي بتونس

ولمزيد التفاصيل حول عملية الإغاثة التي قدّمتها جمعية الهلال الأحمر التونسي والاتحاد الدولي لجمعيات الصليب والهلال الأحمر:

www.ifrc.org/docs/appeals/09/MDRTN03du1.pdf



دعم الاتحاد الأوروبي لصندوق الإغاثة للاتحاد الدولي لجمعيات الصليب والهلال الأحمر

أمضت المفوضية الأوروبية في شهر سبتمبر 2009 اتفاقية مع الاتحاد الدولي لجمعيات الصليب والهلال الأحمر في إطار التدخل عند حدوث الكوارث. وتم رصد مبلغ مليوني أورو لصندوق الإغاثة لعمليات الإسعاف لتقديم المساعدات عند حدوث كوارث صغيرة أو متوسطة لا تتطلب نداء إغاثة دولي.

وتمّ بعث صندوق الإغاثة من الكوارث والتابع للاتحاد الدولي سنة 1985 ويمول من مساهمات المانحين. وعند الحاجة، أي عند حدوث كارثة، يمكن لجمعيات الصليب والهلال الأحمر الوطنية الأعضاء بالاتحاد الدولي أن تطلب منحة مالية يمكنها خلال 24 ساعة من إطلاق ودعم عمليات الإغاثة لفائدة الضحايا. وبالنسبة للكوارث الصغيرة والمتوسطة، يقدم الاتحاد الدولي منحا من الصندوق يمكن الحصول على تعويض لها من قبل المانحين.



متطوعي الهلال الأحمر التونسي يقيمون حاجيات أسرة ضحية الفيضانات.
صورة للهلال الأحمر التونسي

الاتحاد الأوروبي يدعم الحملة الإقليمية "لنعيش إنسانيتنا - علينا أن نتحرك"

تهدف هذه الحملة إلى تثمين القيم الإنسانية للصليب والهلال الأحمر وتقاليدهم الاستقبال والمساعدة للأفراد المعوزين وذلك إلى جانب مبادئ عدم التمييز واستعمالها كركيزة أساسية لتناغمنا الاجتماعي. ولهذا تطلب الحملة المساعدة من الجميع، الأطراف العامة والخاصة لتوجيه مجهوداتنا نحو ثقافة "العيش معاً"، وهي ثقافة كل فرد، أشخاصاً وجماعات، من عيش إنسانيتهم كلياً.

أطلق الهلال الأحمر التونسي هذه الحملة يوم 7 ماي 2010 بالتعاون مع الاتحاد الدولي.



صندوق الإغاثة للاتحاد الدولي لجمعيات الصليب والإغاثة ضحايا الفيضانات

والمنستير والمهدية و صفاقس وتوزر. وحسب مصالح الرصد الجوي تجاوزت كميات الأمطار 150 مم في ساعة واحدة وصاحبت هذه الأمطار رياح عاتية تجاوزت سرعتها 100 كم في الساعة في بعض المناطق. تسببت هذه الأمطار في ارتفاع منسوب المياه في بعض الأودية والأنهار. وغمرت بعض البنايات وانقطعت حركة المرور في بعض الطرقات مما جعل الوصول إلى الأماكن المنكوبة أمرا مستحيلا.

ورافقت عملية توزيع مواد الإغاثة أنشطة أخرى تتعلق بالتوعية والتحكم في المخاطر، حيث تم إعداد مطوية للوقاية من الفيضانات وتوزيعها على المنتفعين.

وقدمت خدمات أخرى كالإسعافات الأولية وتحسين النظافة وبالخصوص التعريف بالمخاطر المتعلقة بالماء إلى جانب أنشطة أخرى كالدعم النفسي والتي مكنت من الاستجابة إلى حاجيات الأشخاص المنكوبين كأفضل ما يكون.



أحد متطوعي الهلال الأحمر التونسي يعلم المجموعة المحلية بطرق النظافة وبالحماية من الفيضانات. صورة للهلال الأحمر التونسي

منازلها بسرعة للبحث عن ملجئ لدى الأقارب أو الأصدقاء أو في ملاجئ وقتية أعدتها السلطات للغرض. وشملت الفيضانات مناطق قابس وقفصة

رصد الاتحاد الأوروبي في شهر سبتمبر 2009 مبلغ 85 ألف أورو لفائدة صندوق الإغاثة الاتحاد الدولي لجمعيات الصليب والهلال الأحمر نتيجة الفيضانات الخطيرة التي حدثت بتونس. ومكنت هذه الإعانة من مساعدة ضحايا الفيضانات من خلال توزيع مواد الإغاثة كالأغطية ومجموعة من الأدوات الصحية التي نقلها الهلال الأحمر التونسي. تجنّد متطوعو الهلال الأحمر التونسي منذ الساعات الأولى لحدوث الفيضانات وقدموا الإسعافات الأولية والدعم النفسي للمواطنين المتضررين؟.

هبت يوم 22 سبتمبر 2009 عواصف هوجاء وتهاطلت أمطار غزيرة بالجنوب التونسي انجرت عنها فيضانات خطيرة في عديد المناطق التونسية نتج عنها وفاة 17 شخصا والعديد من الجرحى. وأجبرت عديد العائلات التي فاجأها الطوفان على إخلاء

المكتب الإقليمي للاتحاد الدولي لجمعيات الصليب والهلال الأحمر (شمال إفريقيا)

يساعد جمعيات الهلال الأحمر بمصر وليبيا وتونس والجزائر والمغرب في ثلاثة مجالات تدخل ذات أولوية: التصرف في الكوارث، التنمية والدبلوماسية الإنسانية والاتحاد منظمة إنسانية تعمل من خلال الجمعيات الوطنية للهلال والصليب الأحمر على المستوى الإنساني قبل وعند وبعد الكوارث الطبيعية أو تلك التي يسببها الإنسان. وتكون عمليات الإغاثة للاتحاد مرتبطة بمجهودات التنمية وخاصة برامج الحد من المخاطر والأنشطة الصحية ومساعدة الأشخاص وتنمية القيم الإنسانية. ويعمل أيضا على مكافحة التمييز والعنف وعلى تقديم المساعدة إلى المهاجرين مهما كان وضعهم القانوني.

شاركة المعاصرة النشيطة

www.mutualheritage.net



في بعض الأحيان غير معروف. وسيتم تنظيم خمسة معارض لتلخيص هذه الأنشطة وأهداف المشروع حتى يتمكن العموم من فهمها. وتقوم جمعية صيانة المدينة بعملية التنسيق لنشر كتاب علمي حول موضوع حماية و"صيانة" التراث الحديث ومرتبطة بخلق خارطة تراثية و معرض موجه للمجتمع المدني.

للاتصال :

روميو كارابلي : carabelli@univ-tours.fr
 ايميلي ديتنغ : mutualheritage@gmail.com
 Mutual Heritage - Citères UMR 6173 Université
 François Rabelais et CNRS
 BP 60449 - 33, av. F. de Lesseps 37204 TOURS
 cedex 03

حماية هذا التراث و تثمينه في إطار التنمية المحليّة للمدن المتوسّطيّة و تشجيع متساكنيها على تملكها.

ولهذا الغرض، ينظّم المشروع سلسلة من الأنشطة⁽¹⁾ من ضمنها دورات تدريبية خصوصية وأيام عمل لتدريب مختلف المهنيين في مجال التراث والسياحة والتربية والثقافة ولتوعية متساكني المنطقة. وقد تمّ تنظيم الدورة التّدريبية الرابعة بمدينة تونس من قبل جمعية صيانة المدينة من يوم 4 إل يوم 8 فيفري/فبراير 2010 حول موضوع "التعرف على التراث، التراث الحديث بتونس، الاستعاب".

و يعمل المشروع أيضا على التنسيق بين سلسلة من المنشورات المتعلقة بالمعارف الجديدة وعلى تثمين هذا التراث الذي يكون

السوق المركزية بتونس وجمعية صيانة مدينة تونس

المدينة الكبير، في منطقة كان يمكن أن تكون احتياطا عقاريا ذي قيمة، ويخيل بعض المضاربين تحويل السوق المركزية إلى مكان خارج المدينة، لكن تمّ الاختيار على إبقاء السوق في مكانها وهو ما عملت به جمعية صيانة المدينة على تدعيمه. وكانت العملية تعتبر انتصارا كبيرا وباهرا للتراث، ممّا سمح بالمحافظة على وظيفة تقليدية وحيوية في حيّ مركزي وتطلّبت عملية إحياء وصيانة السوق المركزية مقاربة جريئة شملت المحافظة على التقاليد والتحديث. وسمحت هذه المقاربة بإعادة تنظيم توافد الأشخاص والسلع، وتركيز تجهيزات مطابقة للمواصفات وتثمين الفضاء ليؤدي وظائفه إلى جانب تعويض "غطاء" البهو المركزي بهيكل خفيف وشفاف.

وتمت إضافة عدد كبير من مناضد العرض والبيع، ليصبح العدد الجملي ضعف ما كان عليه قبل الترميم، ليصل إلى ثلاثمائة منضدة للخضر والفواكه وأكثر من مائة منضدة للأسمك وما يقارب عن المائة لبيع منتجات أخرى مختلفة. وبفضل هذه التهيئة وهذا التعصير، أصبح لمدينة تونس سوقا مركزية تمّت صيانتها وتهيئته بفضل كفاءات ومهارات جمعية صيانة مدينة تونس.

فانقة البجاوي وروميو كارابلي

عملت جمعية صيانة مدينة تونس منذ مدة طويلة على التواجد في ما يسمى بـ"المدينة الجديدة"، فبعد عقود عديدة من العمل العويص في الجانب القديم من المدينة، قام المهندسون المعماريون للجمعية بـ"تصدير" خبرتهم ورؤيتهم المعقدة والجماعية للتراث إلى خارج المدينة العتيقة، نحو ما نطلق عليه وسط المدينة الكبير.

فإلى جانب الصيانة والتجميل السيتوغرافي للمسرح البلدي، أحد الأعمال المتعددة للجمعية، جسدت الجمعية حضورها في عديد الأماكن التي لا تجلب النظر إليها داخل المدينة، لكنها لا تقل أهمية عن المسرح البلدي. وهو حال السوق المركزية أو "فندق الغلة"، نقطة مركزية وإستراتيجية تطلّ على أنهب ألمانيا والدانمارك وإسبانيا وشارل ديغول، والتي تعتبر أحد الأقطاب الرئيسية للمدينة في نهاية القرن التاسع عشر.

كانت السوق في وضع سيء، وبعد تدخل الأشغال على امتداد أربع سنوات من سنة 2003 إلى سنة 2007، نمت صيانة السوق بأكملها إلى جانب حماية هيكلها وهندستها القديمة. ولقد تمّ وضع "غطاء" عصري يسمح بإضفاء مسحة من الرفاهة على المكان لمتعة الحرفاء والباعة.

وتقع هذه البناية التي تعود إلى القرن التاسع عشر في قلب وسط

⁽¹⁾ 9 دورات تكوينية مهنية 5 - خرائط تراثية 4 - أدلة تراثية - مرجعين - كتابين علميين و ملف تراثي.

مشروع التراث المشترك

من الاندماج التاريخي إلى الم



والمركز الوطني للبحوث الاجتماعية لمدينة تور بفرنسا) ومؤسسة كازاميموار والمدرسة الوطنية للهندسة المعمارية (الدار البيضاء والرباط بالمغرب) وجمعية صيانة المدينة (تونس، الجمهورية التونسية) ورواق (رام الله، فلسطين). كما يضم أيضا جامعات قيرارا وفلورانس و تيزي وزو وفيينا من إيطاليا والجزائر والنمسا والمعهد الثقافي المتوسطي (إسبانيا) وجمعيات هيرسيكايب والتراث المشترك من إيطاليا وفرنسا. ويهدف المشروع إلى إنتاج ونشر المعارف حول التراث المعماري والحضري المشترك لحواس المتوسط قصد إدماج سياسات

إسهامات استعمارية عثمانية وأوروبية. ويجب الاعتراف بهذا التراث الحديث المشترك والمحافظة عليه كموثوق هام للهوية المتوسطة المعقدة والمتعددة. ونظرا لكونه حديثا - وغالبا ما يكون مستوردا ومفروضا - فإنه يصبح مهملا ويشكو قلة العناية به. وتحتاج القيمة الكامنة للتراث المعماري والحضري للقرنين الماضيين إلى تثمين حتى تلعب دورا ديناميكيا في الاستراتيجيات التنموية.

ويشرف على تنسيق مجمع التراث المشترك السيد روميو كارابلي. ويتكون المجمع من: سيطراس (جامعة فرانسوارابلي

يمول الاتحاد الأوروبي مشروع التراث المشترك في إطار برنامج التراث الأوروبي 4 الذي تطور الآليات والكفاءات من أجل تيسير إدماج التراث المعماري والحضري للقرنين التاسع عشر والعشرين في حياتنا اليومية حاضرا. ويسمح الإدماج بخلق مسار تنموي إقليمي بأخذ بعين الاعتبار المجموعة السكنية المحلية ويثمن التراث الثقافي. ويجب الاعتراف بالتراث الحديث المشترك والمحافظة عليه كإحدى المميزات الرئيسية للهوية المتوسطة التي على متساكنيها تملؤها.

وأبرزت الدراسات التاريخية والملاحظات العملية التي أجريت في المناطق المتوسطة وجود اراث تراثي مهم، تشكل في الفترة الممتدة بين القرنين التاسع عشر والعشرين. وكان هذا التراث نتاج تفاعل بين الثقافات وتقاسم المعارف الفنية المحلية والخارجية. وقد انطلق تعصير الأنسجة الحضرية لجنوب المتوسط من دينامكية محلية ذاتية ومن

تم تأسيس جمعية صيانة مدينة تونس 1967 لحماية مدينة تونس العتيقة، وتشمل أنشطتها اليوم التراث الحديث. ومكنتها قدرتها على الاهتمام بهذين النوعين من التراث وخاصة ضمان إدماجها في الحياة الاقتصادية الرأهنة، من خلال انجاز عديد عمليات التأهيل الناجحة وخاصة بوسط المدينة.

حديث مع السيد روبرت فيج، رئيس مكتب تمثيل البنك الأوروبي للاستثمار بتونس



أجرت الحديث ستيفاني كارت

يُعمل البنك لفرض احترام البيئة عند انجاز المشاريع؟

● في خصوص مشاريع البيئة الأساسية الكبرى، نطلب من طالبي القروض انجاز دراسة حول التأثير البيئي الذي يتضمن أيضا استشارة المواطنين المعنيين. وفي إطار القروض هناك معايير بيئية يجب احترامها عند طلب قرض من البنك الأوروبي للاستثمار. فشروطنا في مجال احترام البيئة والمحيط شروط متشددة وتعكس سياسة الاتحاد الأوروبي.

○ ما هي المشاريع الجارية في تونس، ولماذا اختار البنك هذه المشاريع؟

● تعتبر سنة 2009 سنة قياسية بالنسبة للبنك الأوروبي للاستثمار في تونس. أمضينا عقود بمبلغ 434 مليون أورو تتعلق بالتزامات جديدة تتمحور حول ثلاث عمليات رئيسية:
أولاً: مطار النفيضة الجديد وهو مشروع للقطاع الخاص ممول بصفة مشتركة مع البنك الدولي (الشركة المالية العالمية)،
ثانياً: مشروع الشركة التونسية الهندية للأسمدة، وهو مشروع شراكة بين المجمع الكيميائي التونسي ومصالح هندية.
ثالثاً: قرض لفائدة الطريق السيارة الجديدة صفاقس - قابس والتي ستدعم تنميته وسط جنوب البلاد التونسية.
وتبرز هذه المشاريع الثلاث تنوع أنشطة البنك الذي يربط بين البنية الأساسية والقطاع الخاص والصناعة، ومن شأن هذه المشاريع أن تدعم التنمية الاقتصادية بتونس.

○ كيف تقيمون تعاونكم مع بعثة الاتحاد الأوروبي في تونس؟

● إن البنك الأوروبي للاستثمار مؤسسة أوروبية ولها علاقات عمل وطيدة مع البعثة ومع سفارات الدول الأعضاء المعتمدة بتونس. نحن أيضا نعمل بتكامل في مجالي البيئة والنقل وخاصة في إطار آلية الاستثمار للجوار وهي آلية أوروبية تسمح بدمج هبات المفوضية الأوروبية مع قروض مجموعات المؤسسات المالية الأوروبية (البنك الأوروبي للاستثمار، الوكالة الفرنسية للنمو، الوكالة الألمانية للتنمية...).

● هذه هي هيكله البنك الذي يوجد مقره بلكسمبورغ لا تسمح له بالتدخل مباشرة لدى المؤسسات الصغرى والمتوسطة التونسية ولهذا نحن نوفر قروضا لفائدة المؤسسات المالية المحلية. وتتمكن هذه المؤسسات بفضل شبكة فروعها بكامل تراب البلاد من تمويل المؤسسات الصغرى والمتوسطة. وفي الوقت الحاضر يوفر البنك 3 أنواع من القروض لفائدة المؤسسات المالية المحلية ومن بينها خطي قروض لتمويل المؤسسات الصغرى والمتوسطة، أما الآلية الثالثة فهي موجهة نحو المؤسسات المنتصبة في مختلف الأقطاب التكنولوجية التونسية، والبعض منها يتمتع بتمويل من البنك الأوروبي للاستثمار.

○ أنجز البنك الآلية الأورومتوسطية للاستثمار والشراكة سنة 2002، هل بإمكانكم أن تحدثونا عن هذه الآلية؟

● هذه الآلية الأورومتوسطية للاستثمار والشراكة هي التفويض الحالي الذي يؤطر أنشطتها في شمال إفريقيا والشرق الأوسط ويمكن تقسيمها إلى أربعة أجزاء:
الجزء الأول وهو الأهم إطلاقا ويتعلق بأنشطة القروض والذي بموجبه يتمتع البنك بترخيص بـ 7,10 مليار أورو للفترة الممتدة بين سنتي 2007 و 2013. وهي تمويلات يحصل عليها البنك مباشرة من أسواق رأس المال بفضل تنقيط ششش الذي حصل عليه البنك. والبنك هو أكبر مقترض فوق وطني في العالم.
الجزء الثاني يتعلق بالمساعدة الفنية والتي نرصد لها سنوياً ما بين 10 و 15 مليون أورو.
الجزء الثالث يتعلق برأس مال الاستثمار: لدينا مساهمات في مختلف الصناديق إلى جانب دعم المالية الصغرى وهو ما يمثل ما بين 20 و 30 مليون أورو، ويتم تمويل هذين الجزأين الأخيرين من ميزانية الاتحاد الأوروبي.
وختاماً لدينا صندوق ائتماني للآلية الأورومتوسطية للاستثمار والشراكة يسمح لنا بالقيام بعدد الدراسات سواء عامة أو قطاعية، ويمول هذا الصندوق أيضا من الاتحاد الأوروبي إلى جانب مساهمات إضافية للدول الأعضاء.

○ يولي البنك اهتماماً خاصاً بتأثير مشاريعه على البيئة، هل يمكنكم أن تبرزوا لنا كيف

○ متى أصبح البنك الأوروبي للاستثمار ممثلاً بتونس وماهي أهدافكم في هذا البلد؟

● بدأ البنك الأوروبي للاستثمار نشاطه في تونس منذ نهاية السبعينات ويعمل في تكامل مع السياسة الخارجية للاتحاد الأوروبي. وهدفنا الرئيسي هو تنمية الاقتصاد التونسي إلى جانب القطاع الخاص.

○ ما هي القطاعات الأولية للبنك في تونس، ولماذا؟

● نحن حاضرون في قطاع البنية الأساسية وخاصة الماء والنقل والطاقة ومن ضمنها الطاقات المتجددة وهو موضوع الساعة. إن البنية الأساسية العصرية تسمح بتقديم خدمات ذات جودة عالية وبشروط يخضع للمنافسة وهو يخرط ضمن إطار العيش اليومي للمواطن التونسي، لكن هذه البنية تساهم أيضا في خلق مناخ ملائم لتوسيع القطاع الخاص التونسي. وتعتبر البنية الأساسية أيضا عنصرا أساسيا لجلب الاستثمارات الأجنبية.

○ من هم شركاء البنك في تونس؟

● شركاؤنا متعددون. نحن نعمل بالتنسيق مع السلطات التونسية وبالخصوص وزارة التنمية والتعاون الدولي. ونتمتع بعلاقة ثقة طويلة المدى مع عديد المؤسسات العمومية التونسية على غرار الشركة التونسية للكهرباء والغاز والديوان الوطني للتطهير، والشركة التونسية لاستغلال وتوزيع المياه. كما نمول أيضا القطاع الخاص من مؤسسات تونسية وأجنبية.
ويجب أن أذكر أيضا القطاع المالي حيث ندعم عديد البنوك وشركات الإيجار المالي التونسية ونعمل على تطوير مبادرة لفائدة رأس مال الاستثمار بتونس وبالتعاون مع الوكالة الفرنسية للتنمية.

○ حسنا، ينشط البنك لفتح قروض لدى البنوك التونسية لمساعدة المؤسسات المحلية. هل يمكنكم أن تفسروا كيف يتم تشغيل هذه القروض؟

ميثاق لشبونة والتمثيل الخارجي للاتحاد الأوروبي

دخل ميثاق لشبونة حيز التنفيذ يوم 1 ديسمبر 2009 و جلب معه عديد التغييرات الهامة ومن ضمنها علاقة أفضل و أكبر بين مختلف أوجه السياسة الخارجية للاتحاد الأوروبي على غرار الدبلوماسية و الأمن و التجارة و التنمية و المساعدة الإنسانية و المفاوضات الدولية.

وأنهى الميثاق أيضا الرئاسة الدائرية للمجلس (كل 6 أشهر) و التمثيل الخارجي للاتحاد الأوروبي بالبلدان الأخرى و لدى المنظمات الدولية.

وهكذا أصبحت بعثات المفوضية الأوروبية بعثات للاتحاد الأوروبي، تمثل الاتحاد

الأوروبي في جميع المجالات، وفي تونس، وبعد فترة انتقالية واصلت خلالها إسبانيا لعب الدور التقليدي للرئاسة، أصبح التمثيل الخارجي للاتحاد الأوروبي بداية من يوم 8 جوان 2010 يؤمن بصفة كلية من قبل بعثة الاتحاد الأوروبي بتونس . وأصبحت هذه البعثة على غرار بعثات البلدان الأخرى و المنظمات الدولية، جزءا من المصلحة الأوروبية الجديدة للعمل الخارجي، تحت سلطة الممثلة العليا للشؤون الخارجية و الأمن، و ستكون الإدارة الأوروبية للعلاقات الخارجية للاتحاد، و تشمل موارد بشرية من مؤسسات الاتحاد الأوروبي و من الدول

الأعضاء. وإذا كانت الممثلة العليا هي التي ترأس مجلس الشؤون الخارجية للاتحاد الأوروبي، فإن الرئاسة السداسية تواصل رئاستها لجميع الهياكل الأخرى لمجلس الاتحاد الأوروبي و تضمن التنسيق العام لأشغاله.

وستؤمن بلجيكا رئاسة مجلس الاتحاد الأوروبي بداية من يوم 1 جويلية 2010 والتي ستكون أولوياتها ضمن الاتحاد الأوروبي كالتالي:

- تجديد العهد مع النمو المستدام والقدرة التنافسية للخروج من الأزمة وتشجيع التشغيل،
- دفع التقدم الاجتماعي وتناغم التشريعات،
- دعم المرور نحو الاقتصاد الأخضر وإعداد المواقف الأوروبية لمكافحة الانحباس الحراري وحماية التنوع البيولوجي،
- تعميق و بلورة الفضاء الأوروبي للحرية والأمن و العدالة و توحيد إجراءات اللجوء و مكافحة الإرهاب والجريمة المنظمة والهجرة السرية و الاتجار في البشر.
- مواصلة مسار توسيع الاتحاد الأوروبي،
- دعم إرساء المصلحة الأوروبية للعمل الخارجي و دعم مرحلة الدوحة، وبصفتها الوسيط الوحيد لصوت الاتحاد الأوروبي مع البلدان الأخرى تدعم البعثة بصفة نشيطة تنفيذ هذه الأولويات.

وستتميز العلاقات الثنائية بين الاتحاد الأوروبي وتونس في الأشهر القادمة بالخصوص بـ:

- المفاوضات حول الوضع المتقدم؟: تمّ بعث مجموعة تفاوض خاصة تعنى بالأبعاد السياسية والاقتصادية والعلمية/البشرية بعد الاجتماع الأخير لمجلس الشراكة الذي التأم يوم 11 ماي 2010 لصياغة خطة عمل ملموسة تتعلق بهذه الأبعاد الثلاثة؟.
- دفع المفاوضات في مجال تحرير المبادلات الفلاحية، دفع المفاوضات لتحرير الخدمات وفتح المفاوضات حول النقل الجوي.

تقدم في المفاوضات التجارية بين الاتحاد الأوروبي وتونس

استئناف المفاوضات الفلاحية

التأم الاجتماع الخامس للمفاوضات حول تحرير المنتجات الفلاحية المحوكة والصيد البحري يوم 23 جوان 2010 بتونس. ومكّن الاجتماع من توضيح كل المسائل الفنية العالقة و بالخصوص تلك المتعلقة بمحتوى العرض التونسي و عرض الاتحاد الأوروبي و واقع التطبيق الفعلي للحل الوسط حول المنتجات الفلاحية المحوكة لسنة 2007. و تبادل الطرفان أيضا وجهات النظر حول مختلف العروض المقدمة في خصوص التحرير الفعلي للتجارة.

المفاوضات الثنائية حول تجارة الخدمات/الاستثمار

التأم منتدى فني ناجح حول صياغة العرض الثنائي لتحرير تجارة الخدمات يوم 21 جوان 2010 بتونس بطلب من السلطات التونسية. وحضر الاجتماع من الجانب التونسي أكثر من عشرين مسؤول يمثلون مختلف الوزارات المسؤولة عن إعداد العرض، وهي وزارة التجارة و الصناعات التقليدية و وزارة النقل و البنك المركزي التونسي و وزارة المالية و وزارة تكنولوجيا الاتصال و وزارة السياحة و وزارة الصناعة.

حوار مستمر مع السلطات حول إستراتيجية النفاذ إلى السوق

التأم الاجتماع الأول بين ممثلي الاتحاد الأوروبي وممثلي وزارة التجارة والصناعات التقليدية يوم 5 مارس 2010 بتونس في جو من التفاهم البناء. وركز الاجتماع على عديد المسائل الهامة نذكر منها:

أهمية إرساء حوار مستمر حول تيسير المبادلات، إضافة إلى الجانب المتبادل وهو ما يعني السّماح بتيسير الصادرات التونسية نحو الاتحاد الأوروبي، و تكامل هذا الحوار مع الأشكال المؤسساتية الأخرى للحوار بين الاتحاد الأوروبي و تونس، كاللجان الفرعية أو جولات المفاوضات.

الاتحاد الأوروبي يدعم إصلاح التأمين على المرض

واليونسيف والبنك الإفريقي للتنمية) وممثلي بعثتي الاتحاد الأوروبي بتونس والمغرب.

ومكّن تحليل إصلاح التأمين على المرض ومحيطه من جهة والورش من جهة أخرى من ضبط عديد التوصيات التي تهدف إلى تطوير التحليل المعمّقة في مجال عروض الخدمات العلاجية والتأمين الصحي التي من شأنها أن تساعد السلطات على صياغة الاختيارات المستقبلية لفائدة القطاع.

وفي مجال عروض الخدمات العلاجية، تم اقتراح ثلاث دراسات: انجاز خارطة صحية وطنية، دراسة ظروف تطوير العروض الخدمات العلاجية الخارجية وتحليل شروط وتنفيذ استقلالية المستشفيات يجب مواصلة تطوير عروض الخدمات العلاجية الذي شرعت فيه وزارة الصحة لملاءمته مع التطورات الديمغرافية وتقديم الطب ولضمان التحكم في مصاريف الصحة عبر ترشيد الاستثمارات وتنمية الشراكة بين القطاعين العام والخاص وتركيز منظومات علاجية والتكامل بين مستويات التكفل بالعلاج. وتتطلب بعض المسائل مزيداً من التفكير: التأمين على المرض التكميلي وإدماج الأشخاص المعوزين في نظام التأمين الصحي الأساسي.

وفي الختام، نركز اليوم على ضرورة تحسين جودة الخدمات للصندوق الوطني للتأمين على المرض وخدمات القطاع الاستشفائي العمومي والتخفيض في آجال الانتظار والنفوذ إلى استقلالية التصرف بالاعتماد على النتائج والأداء. ويعتبر التحدي الآخر مرتبطاً بتركيز نظام علاجي أساسي قريب من المواطنين وإدراج الفئات الهشة في التصرف الشامل في نظام التغطية على المرض.

وشكّل دعم الاتحاد الأوروبي بين سنتي 2000 و2007 لهذا الإصلاح المعقد والجريء مجهوداً هاماً لمساهمة الاتحاد الأوروبي لتونس في القطاعات الاجتماعية.

عبد العزيز لياموري،

خبير القطاعات الاجتماعية

و

ستيفاني كارت مسؤولة الاتصال

بعثة الاتحاد الأوروبي

دعم الاتحاد الأوروبي الحكومة التونسية من سنة 2000 إلى سنة 2007 من خلال برنامج دعم إصلاح التأمين على المرض. وسمح هذا الدعم بتحسين وترشيد تغطية مخاطر المرض لمنخراطي نظام التأمين على المرض وللمنخرطين الجدد خاصة مع بعث الصندوق الوطني للتأمين على المرض (الكنام) كما هو مدرج في المخطط العاشر للتنمية التونسي (2002-2006) والذي أكدّه المخطط الحادي عشر (2007-2011).

ومن أهم مبادئ هذا الإصلاح هو اختيار الطبيب وهو ما سمح لجميع الفئات الاجتماعية بالنفوذ إلى الخدمات العلاجية التي يوفرها القطاع الخاص. وهذا هو المكسب الرئيسي للإصلاح في خصوص المساواة في التغطية من المرض.

وفي هذا الإطار، نظمت بعثة الاتحاد الأوروبي بتونس يوم 17 جوان 2010 ورشة تقييمية مقارنة لإصلاحات التأمين على المرض التي دعمها الاتحاد الأوروبي في بلدان المغرب العربي بحضور خبراء قاموا بتقييم البرنامج وممثلي عديد المؤسسات التونسية (الكنام والوزارات) والمجتمع المدني التونسي والاتحاد العام التونسي للشغل، الاتحاد التونسي للصناعة والتجارة والصناعات التقليدية وعمادة الأطباء وعمادة الصيادلة والمنظمات المهنية والصحفيين والأطراف المانحة (المنظمة العالمية للصحة

وركّز الاتحاد الأوروبي على أهمية مبدأ المساواة في النفاذ إلى العلاج وإلى التغطية من مخاطر المرض. وقدم الاتحاد الأوروبي هبة بـ 40 مليون أورو في شكل دعم لميزانية الدولة التونسية ومساعدة فنية للقطاع.

وسمح التقييم النهائي للبرنامج الذي أجري في بداية سنة 2010 من التركيز على النجاح الباهر للإرساء الفعلي للنظام الجديد للتأمين على المرض ولبعث صندوق موحد (الكنام) سنة 2008 والتي في غضون بضع سنوات ركّزت هياكلها (42 مركزاً جهوياً يعمل) وحسّنت خدماتها وأدائها.

وإضافة إلى ذلك، يتكفل الصندوق كلياً بـ 24 مرض ثقيل، وتم إمضاء جميع الاتفاقيات القطاعية بين الحكومة التونسية ومسدي الخدمات وتم تركيز ثلاثة منظومات علاجية (المنظومة العمومية والمنظومة الخاصة ومنظومة استرجاع المصاريف).

النتائج المنجزة بمساندة البرنامج الأوروبي لدعم إصلاح التأمين على المرض (أنجز في نهاية) 2007

- إتمام إصلاح الهيكلية للبرنامج (الشروط الضرورية لتسيير الكنام: أمر بعث الكنام، تسمية الرئيس المدير العام، تسمية مجلس الإدارة، تأهيل النصوص المتعلقة بدمج الصندوقين التنظيم الإداري والتقني، نظام الإعلامية.
- 42 مركز (جديد ومهيأ) عملي للصندوق.
- 24 مرض ثقيل يتكفل به الصندوق بصفة شاملة.
- نسبة تغطية للعلاج تقارب 95% من السكان.
- إمضاء جميع الاتفاقيات القطاعية مع مسدي الخدمات.
- تركيز 3 منظومات علاجية اعتمدها الحكومة: المنظومة العمومية والمنظومة الخاصة ومنظومة استرجاع المصاريف.
- أول اجتماع للمجلس الوطني للتأمين على المرض في شهر ديسمبر 2007 حضرته كل أطراف البرنامج.

ويعتبر أكبر تحدٍ واجهه الصندوق هو إعلام المضمونين وجودة الخدمات بسبب الانتظارات الكبيرة للمواطنين من هذا النظام الجديد للتأمين على المرض.

(1) الكنام الصندوق الوطني للتأمين على المرض جاء نتيجة دمج الصندوق الوطني للتقاعد والحيطة الاجتماعية (صندوق عمومي) مع الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي (صندوق خاص).

افتتاحية

خلال فترة العودة، يسعدني أن أقترح عليكم هذا العدد الجديد من النشرة الإعلامية لبعثة الاتحاد الأوروبي بتونس بمناسبة افتتاح السنة السياسية.

على غرار البرامج التي يمولها الاتحاد الأوروبي، تم تقييم برنامج دعم إصلاح التأمين على المرض بتونس في بداية سنة 2010. وينكب مقال مخصص للتقييم على نجاحات هذا البرنامج و الإصلاح الذي دعمه الاتحاد الأوروبي. و التوصيات المستقبلية لفائدة هذا القطاع الرئيسي للمواطنين التونسيين. وتعبّر البعثة أيضا عن ارتياحها إزاء استئناف المفاوضات التجارية مع تونس، في القطاع الفلاحي بالخصوص. وتعتبر هذه المفاوضات أساسية لأنها ستمكّن من إتمام فضاء التبادل الحرّ، و نقترح مقالا وجيزا في هذا الصدد.

أما السيد روبرت فانج، رئيس مكتب تمثيل البنك الأوروبي للاستثمار، في حديث صحفي التركيز على الدعم الذي تقدّمه هذه المؤسسة الأوروبية على المدى الطويل لفائدة الاقتصاد التونسي، في قطاع البنية الأساسية والبيئة بالخصوص، وذلك في علاقة مع تدخلات الاتحاد الأوروبي.

وتتمتع الثقافة ببرامج أوروبية متنوّعة وخاصة برنامج التراث المشترك الذي يدعم المحافظة على التراث المعماري والحضري للقرنين التاسع عشر والعشرين وتنميته وتملكه. وساهم هذا البرنامج في إعادة تهيئة السوق المركزية لمدينة تونس. ويقدم هذا العدد البرنامج و العمل المنجز لتهيئة السوق.

كما ينكبّ هذا العدد على صندوق الإغاثة للاتحاد الدولي لجمعيات الصليب و الهلال الأحمر من خلال الواجهة الإنسانية لعمل الاتحاد الأوروبي لفائدة المواطنين التونسيين. وهكذا قدّم الاتحاد الدولي مساعدة لضحايا الفيضانات خلال سنة 2009 بدعم من الاتحاد الأوروبي.

كما تعنى بعثة الاتحاد الأوروبي أيضا بالعلاقات مع ليبيا. ولأول مرة ستنتفع ليبيا سنة 2011 ببرامج وطني دلالي وهو برنامج التعاون مع الاتحاد الأوروبي بمبلغ 60 مليون أورو للفترة بين 2011 و 2013. وسيطرّق المقال إلى تفاصيل هذا البرنامج.

ويسعدني في الختام أن أعلن عن تاريخ انعقاد الدورة القادمة لأيام السينما الأوروبية والتي ستلتئم من يوم 23 نوفمبر إلى غاية يوم 12 ديسمبر 2010 بثمان مدن مختلفة وهي: تونس و قفصة و سوسة و القيروان و المهديّة و صفاقس و جندوبة و لأول مرة بمدينة قابس.

و أدعوكم للتمتع بثلاثة منشورات جديدة أصدرتها بعثة الاتحاد الأوروبي: قرص مضغوط حول ميثاق لشبونة والإصدار الجديد للملف الإعلامي حول برامج التعاون بين الاتحاد الأوروبي و تونس و البرنامج الوطني الدلالي مع ليبيا 2011-2013. راسلونا للحصول على النسخ أو اتّصلوا بنا مباشرة.

أتمنى لكم قراءة ممتعة وعودة ميمونة.

ديرك بودا
قائم بالأعمال

صور الغلاف: السوق المركزية لمدينة تونس التي تم ترميمها بمساعدة البرنامج الأوروبي "التراث المشترك"

أوروبا

بعثة الاتحاد الأوروبي بتونس

نهج بحيرة بيوا - ضفاف البحيرة
ص ب 150 - 1053 تونس - الجمهورية التونسية
الهاتف: 71 96 0330 (+216)
الفاكس: 71 960 302 (+216)

البريد الإلكتروني:

delegation-tunisia@ec.europa.eu

الموقع الإلكتروني:

www.deltun.ec.europa.eu

أوقات عمل مركز التوثيق للبعثة

- من الإثنين إلى الخميس: من 9.00 س إلى 17.00 س
- الجمعة: من 9 س إلى 13 س

مدير النشرة

أدرينوس كوتسنرويتز

تصميم وتنسيق

ستيفاني كارات

تحرير

عبد العزيز لياموري - روميو كارابلي - فائقة
الجاوي - آن لوكارك - ميشال موشيرود
- ديرك بودا - ستيفاني كارات

بالتعاون مع

سامية بولعراس

إخراج وطباعة

المطبعة الأساسية

سحب

3000 نسخة

facebook

اتصلوا بنا على Facebook

"Délégation de l'Union européenne en Tunisie"

زوروا موقعنا الإلكتروني:

www.deltun.ec.europa.eu

للاشتراك في النشرة الإعلامية أوروبا راسلونا على العنوان التالي مع ذكر اللقب،
العنوان و العنوان الإلكتروني، delegation-tunisia@ec.europa.eu

أوروبا



طبعة عدد 10 - سبتمبر 2010 - نشرية بعثة الإتحاد الأوروبي بتونس



- إصلاح منظومة التأمين على المرض والدعم الأوروبي
- تقدم في المفاوضات التجارية بين الإتحاد الأوروبي وتونس
- حديث صحفي مع رئيس مكتب تمثيل البنك الأوروبي للاستثمار
- تقييم التراث المعماري لمدينة تونس